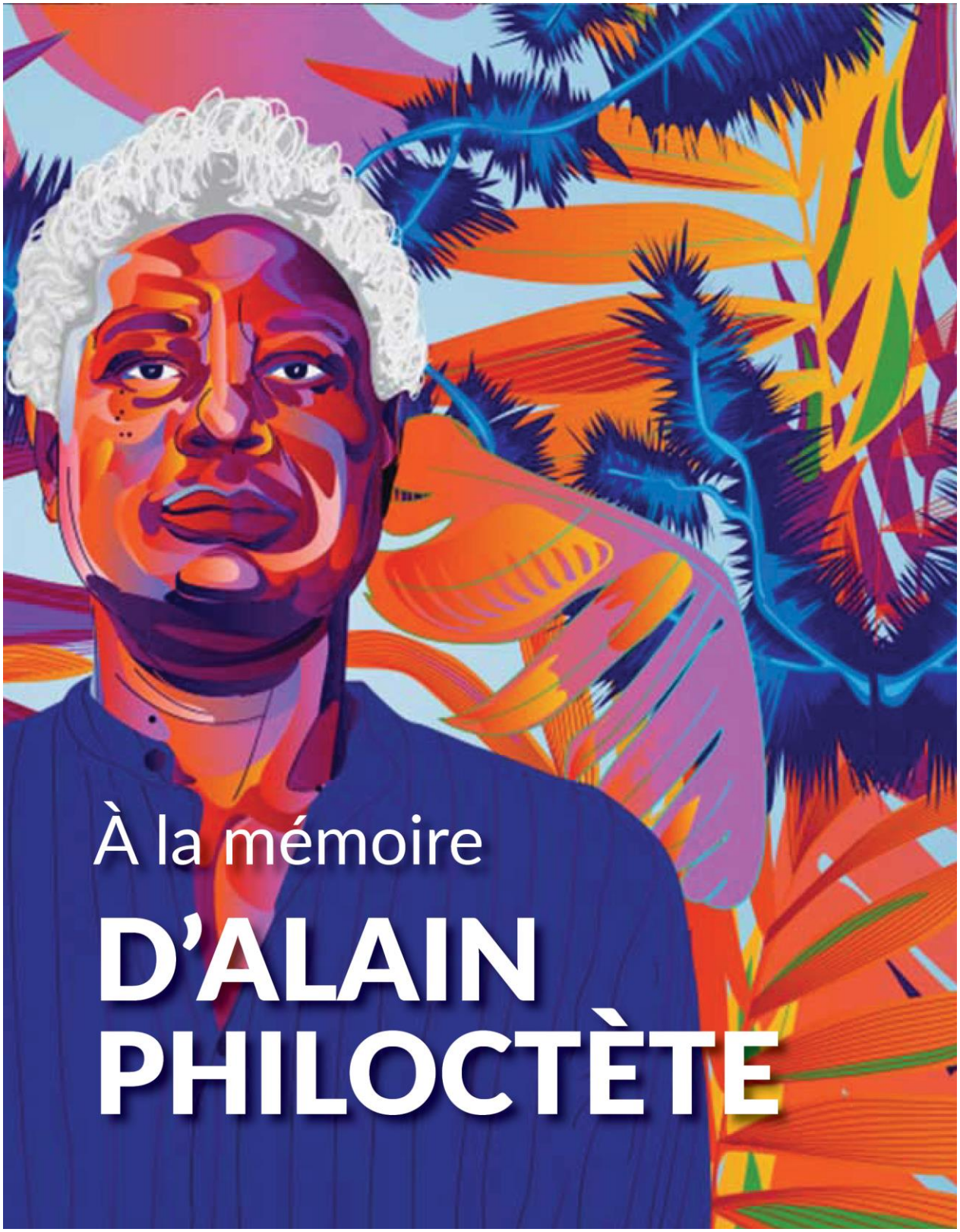
À la mémoire
D'ALAIN
PHILOCTÈTE

Recueil préparé par Chantal Ismé, Guillaume Hébert, Alain Saint-Victor et Pierre Beaudet
Juin 2020

(www.cahiersudosiclaisme.org)

Table des matières

1. In memoriam : Blessures d'exil et luttes d'émancipation (Alain Saint-Victor)

2. Kenbe la (entrevue avec Pierre Beaudet)

3. Textes d'Alain

    - Coronavirus et crise du capitalisme
    - Les nouveaux lakous
    - Les fondements d'une alternative
    - Imaginer la grande transition en Haïti
    - Corruption et capitalisme en Haïti
    - Quelles perspectives pour Haïti ?
    - Repenser la révolution nationale démocratique et populaire
    - De quoi parlent les racines de la liberté ?
    - Violences et révoltes à Montréal-Nord

1. In memoriam
Alain Philoctète (1963-2020)

Photo extraite du documentaire de Will Prosper, *Kenbe la, jusqu'à la victoire*, produit par l'ONF en 2019.

Blessures d'exil et luttes d'émancipation

Alain Saint Victor

À propos de l'exil, l'éminent intellectuel palestinien Édward Said écrit : « L'exil est étrangement une réalité qui nous contraint à penser mais en même temps terrible à vivre. C'est le fossé incurable entre un être humain et un lieu natal, entre le soi et son vrai foyer : sa tristesse essentielle ne peut jamais être surmontée ».

Cette pensée résume à peu près le vécu existentiel d'Alain Philoctète pendant ses douze années passées à l'extérieur de son pays. En lui s'est développé doublement ce désir de penser, d'abord la réalité de sa nation, c'est-à-dire avant tout les conditions de son peuple, l'épouvante situation sociale dans laquelle chaque lueur d'espoir se confond à des lumières blafardes de luciole, sitôt disparues. En lui, cette pensée devient contraignante car elle incarne une réflexion sur les raisons de l'exil, sur les raisons de son existence « à l'extérieur », extérieur de sa terre, *extérieur* de soi, de ses racines, d'une mémoire renouvelée du terroir.

C'est ce vécu de l'exil qu'Alain s'est fait sien, qu'il a, pour ainsi dire, assumé dans sa chair pour pouvoir le vivre pleinement, dans la souffrance, certes, mais surtout dans sa vérité.

L'exil devient, malgré nous, le lieu de réflexion, de ressentiments, de blessures ouvertes, toujours à cicatriser dans le désir vague et évanescent d'un retour au pays natal. C'est cet exil-là qui l'a nourri, l'a muri, a exacerbé chez lui, de manière ontologique, le sens profond d'un chez soi perdu, d'une tristesse insurmontable.

Mais pour Alain, l'exil n'était pas que cela. Cet inexorable sentiment qui le poussait toujours à regarder du côté de sa terre, à suivre de manière compulsive, quotidiennement, les nouvelles, à réfléchir de façon intense sur les raisons des malheurs de son pays, était aussi une occasion de rencontrer l'Autre, de se solidariser avec d'autres luttes d'émancipation. Ainsi se développaient des liens de solidarité avec d'autres organisations, en particulier avec les camarades du Nouveau Cahier du Socialisme (NCS), dont le principe de justice sociale guidait l'action. Il avait compris que l'essence même d'une lutte d'émancipation trouve son expression dans les multiples formes du combat internationaliste pour la libération des peuples et de l'humanité.

Et au sein de ses réflexions, qu'il partageait avec nous souvent tard dans la nuit, se trouve une préoccupation constante : comment arriver à une émancipation complète du peuple haïtien, où trouver le principe à partir duquel la lutte devrait se développer ? À première vue, si l'on considère les problèmes structurels et historiques qui font obstacles à tout changement réel dans la situation actuelle du pays, la réponse à ces questions n'est pas évidente.

Et si l'on évite toute perspective volontariste, simpliste, voyant seul dans les individus des vecteurs de changement, c'est-à-dire en prenant en considération les mécanismes concrets : politiques, économiques, idéologiques, culturels rendant possible la reproduction du système social archaïque de l'oppression qui gouverne nos vies et notre existence, alors seulement pourrions-nous découvrir le principe rationnel dissimulé au sein de notre histoire et qui explique notre présent.

Dans cette voie, Marx devient incontournable, non pas parce qu'il a émis des vérités qui seraient immortelles ou transhistoriques, mais parce que se trouve au sein même de ses analyses (particulièrement dans son analyse de la marchandise) une approche théorique permettant le dévoilement de ce qui constitue le pouvoir réel du système capitaliste : l'aliénation.

Pour Alain, c'est cette approche théorique qui constitue la véritable contribution de Marx dans les luttes d'émancipation, et c'est pourquoi pour lui, particulièrement pendant les dernières années de sa vie, le courant de la Critique de la valeur prenait une importance capitale parce que cette critique se veut un dépassement du marxisme dogmatique, et également une ouverture vers la compréhension d'autres réalités, et en particulier notre réalité, héritage du colonialisme et dominée aujourd'hui par ce que le sociologue péruvien Anibal Quijano appelle la « colonialité », c'est-à-dire « l'exploitation de la force de travail, la domination ethno-raciale, le patriarcat et le contrôle des formes de subjectivité (ou imposition d'une orientation culturelle eurocentriste. »

La critique de l'eurocentrisme en tant que ce dernier se manifeste dans toutes les sphères, non seulement du pouvoir, mais également du savoir, de l'esthétique, dans les formes de l'existence sociale, est en réalité une critique de l'aliénation qui prend la forme d'une dépossession de soi, de son histoire, de sa culture, de ses traditions. Le racisme est, en ce sens, l'expression la plus complète de la colonialité parce qu'il ne justifie pas seulement la domination mais est également porteur d'un projet génocidaire, d'éradication de tout de qui est hors de la « race » blanche.

Pour les peuples du Sud qui ont connu l'esclavagisme, le colonialisme et qui sont maintenant sous l'emprise du néocolonialisme, la critique de l'eurocentrisme, la perspective de développer une société hors de toute colonialité, de créer et de penser des relations sociales émancipées sont aujourd'hui les éléments constitutifs de toute lutte de libération. C'est pourquoi, la pensée d'auteurs et militants comme Aimé Césaire, Frantz Fanon, Albert Memmi, WEB Dubois, Steve Biko, Amilcar Cabral, Malcom X, Orlando Patterson, etc., reste actuelle, nous interpelle incessamment. Cette pensée se renouvelle et s'approfondit au moment présent dans les œuvres de nombreux penseurs, dont le jeune et brillant philosophe Norman Ajari.

Alain était de ceux et celles qui attribuaient à la culture populaire haïtienne une force de résistance, de renouveau, d'où l'importance pour lui des lakous en tant qu'organisations qui reproduisent des savoirs, des pratiques historiques, harmonisant la nature avec la vie sociale. Pour lui c'était aussi un espace d'apprentissage de la décolonialité.

Il était parvenu à ce point de sa réflexion quand il s'est éteint, terrassé par la maladie qu'il combattait depuis plusieurs années.

Nous saluons sa mémoire qui reste avant tout un modèle invitant à penser autrement la réalité de notre pays d'origine.

2. Kenbe la

Entrevue avec Pierre Beaudet

Photo extraite du documentaire de Will Prosper, *Kenbe la, jusqu'à la victoire*, produit par l'ONF en 2019.

La grande aventure haïtienne

Entrevue avec Alain Philoctète[1]

Alain est né en 1963 à Port-au-Prince. Jeune adulte, il a été sur les premières lignes de la quasi-révolution qui a traversé son pays des années 1980-90. Exilé à Montréal depuis 2005, il participe aux efforts pour redynamiser la gauche haïtienne dans la diaspora et en Haïti même.
L'histoire, n'est jamais terminée et aujourd'hui, on sent qu'Haïti porte encore une fois une énorme rébellion …

Pierre Beaudet

Haïti : une histoire de résistances

1804	La grande révolte des esclaves chasse le colonialisme français et instaure la république.
1915	Occupation américaine. Soulèvement armé sous la conduite de Charlemagne Péralte.
1934	Fondation du Parti communiste haïtien.
1957	Arrivée au pouvoir de François Duvalier dit Papa-Doc.
1960	Violente répression contre la gauche et les mouvements populaires.
1971	Jean-Claude Duvalier (Bébé-doc) devient président.
1986	Insurrection populaire contre Bébé-Doc. Un gouvernement militaire est mis en place.
1990	Jean-Bertrand Aristide élu à la présidence avec l'appui du mouvement Fanmi Lavalas.
1991	Coup d'état de Raoul Cédras avec l'appui des États-Unis. Aristide exilé. Féroce répression.
1994	Retour d'Aristide en Haïti
1995	René Préval élu à la présidence.
1996	Scission de Lavalas d'où émerge l'Organisation du peuple en lutte (OPL).
2000	Formation de la Convergence démocratique contre Aristide entretemps réélu à la présidence.
2001	Attaques armées contre des établissements gouvernementaux par des ex-militaires
2002	Formation d'un regroupement de l'opposition, « Le groupe des 184 ».
2003	Les « chimères » groupe paramilitaire lié à Aristide, s'en prennent à l'opposition et aux étudiants.
2004	Le nord de l'île occupé par des groupes armés anti-Aristide. Aristide exilé par un commando américains.
2004	La MINUSTAH est mandatée par l'ONU pour gérer la transition.
2005	Assauts contre les bidonvilles par les soldats de Minustah d'où de nombreuses victimes.
2006	Élection de René Préval à la présidence.
2010	Le tremblement de terre fait plus de 250 000 victimes.
2011	Michel Martelly élu à la présidence.
2016	Un proche de Martelly, Jovenel Moise, élu à la présidence.
2018	Puissantes manifestations contre divers scandales de corruption.
2019	Insurrection généralisée.

[1] Entrevue parue dans les *Nouveaux Cahiers du socialisme*, numéro 23, hiver 2020

Comment vivait-on son enfance en Haïti dans les années 1960?
J'ai grandi dans une famille de classe moyenne confortable, dans un quartier tranquille à Carrefour-Feuilles, dans le sud-est de Port-au-Prince. On vivait dans une sorte de tribu élargie, avec frères, sœurs, tantes, oncles, grands-parents, un havre de paix sympathique, accueillant, protecteur, remplissant la maison sept jours et sept soirs sur 7, avec ma mère comme la générale en chef.

Le pays subissait la poigne d'une féroce dictature…
Tout le monde dans ma tribu était contre Duvalier, à part un très lointain grand-père que je n'ai jamais connu. Enseignants, poètes, artistes, musiciens, mes proches pensaient comme la majorité de cette couche sociale. Être anti-duvaliériste n'était même pas une question. En revanche, très peu de gens, y compris d'ailleurs mes parents, étaient impliqués dans la résistance. Il faut dire que résister était dangereux dans notre pays. Après la prise du pouvoir par Duvalier (1957), une répression sans précédent s'est abattue contre tous les opposants, de droite comme de gauche. Les communistes ont été pratiquement détruits. Les populistes, comme Pierre-Eustache Daniel Fignolé, qui aurait probablement pu battre Duvalier avec l'appui de la population à Port-au-Prince, se sont exilés. Les libéraux de l'élite haïtienne, comme Louis Déjoie, rêvaient de grandes réformes, inspirés par Roosevelt et son new deal. Malheureusement pour eux, les États-Unis après la guerre sont devenus partisans de la guerre froide. Leur priorité était s'assurer que leur « arrière-cour », dans la Caraïbe et l'Amérique latine, restait sous le joug de l'impérialisme et des oligarques locaux. Dans ce contexte, Duvalier a compris qu'il pouvait écraser tout le monde sans susciter de remous dans le monde dit « libre ». Et c'est ainsi que la dictature s'est consolidée[1].

À l'école, tu t'éveilles à la politique
Chez nous, on se réfugiait dans la culture, l'art, la musique. De temps en temps, mon père et ma mère ouvraient discrètement leurs portes pour des réunions des rares cellules communistes. Mon école, le séminaire Saint Martial, était gérée par des prêtres québécois de la congrégation du Saint-Esprit. Les enfants étaient partagées entre notre milieu intello et artiste et ceux qui venaient des « nouveaux riches » autour de Duvalier. Ma mère me mettait en garde : « ne parles pas de politique »! Néanmoins, il nous parvenait de temps et d'autre quelques échos. Sous l'impact de la révolution cubaine, quelques militants radicalisés tentaient de se réorganiser vers la lutte armée. En 1969, diverses factions communistes créaient le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH). Duvalier jouait habilement la carte « noiriste », faisant porter le poids de la misère du pays sur les mulâtres, majoritairement dans les couches petites bourgeoises. Avec le PUCH, il y a cependant eu une tentative de recréer un projet cohérent qui avait déjà émergé dans les années 1930, sous l'égide de Jacques Roumain[2]. Le discours du PUCH misait sur les tendances du jour dans la région : libération nationale, lutte armée, création de zones libérées, etc. En réalité, les conditions n'étaient pas réunies dans notre pays. Quelques commandos révolutionnaires ont été rapidement décimés par l'armée (10 000 hommes), vigoureusement secondés par les sinistres Tontons-Macoutes (36 000 hommes), bien répartis sur l'ensemble du territoire. Ceux qui les appuyaient dans les villes et les villages ont été tués, souvent après de terribles tortures. Le

[1] On estime qu'au moins 50 000 personnes ont été tuées dans ces années noires par les forces de répression. Environ 80 % des diplômés et professionnels ont quitté le pays
[2] Fondateur du PC en 1934, Roumain est mort en exil en 1944. Par la suite, le PC s'est réinventé sous divers labels : Parti socialiste populaire, Parti démocratique populaire, Parti populaire de libération nationale, Parti d'entente populaire, puis finalement, en 1969, Parti unifié des communistes haïtiens.

« modèle » cubain, théorisé par le français Régis Debray, était une fausse piste, qui nous a nui, comme ailleurs en Amérique latine.

En 1971, la mort du dictateur change la donne…
Papa Doc avait la main de fer et l'œil aiguisé. Il jouait sur les sentiments nationalistes, sur le populisme, sur les divisions entre les élites. Il restait l'ami des États-Unis et avait l'appui, plus ou moins gêné, du Canada et de la France. Assez rapidement, son fils un peu balourd, Jean-Claude (dit bébé doc), a révélé qu'il n'avait pas l'étoffe d'un bon successeur. Les redoutables milices, les tontons-macoutes, commettaient des « bavures », en assassinant des dentistes, des comptables et un peu n'importe qui. Quelques résistants de gauche étaient dispersés. Dans l'Église, il y avait des remous, autour de jeunes prêtres à l'écoute de la théologie de la libération qui s'étendait alors au Nicaragua, au Brésil et ailleurs. Des communautés ecclésiales de base (*Ti Kominote Legliz*), prenaient forme, qui allaient être appelées à jouer un grand rôle dans les années subséquentes.

Tu décides de t'impliquer…
À 14 ans, quelqu'un m'a glissé dans les mains un livre signé d'un certain Fidel Castro. Après quelques heures de ravissement, j'en parlais avec mes amis : « Si les Cubains l'ont réussi leur révolution, pourquoi ne peut-on pas la faire ici en Haïti? ». Après Fidel, on se passait sous la manche les ouvrages de Maxime Gorki, de Jean-Paul Sartre et d'autres. On a redécouvert le communiste Jacques Roumain, qui pensait que le nationalisme avait de profondes « racines dans la souffrance des masses, dans leur misère accrue par l'impérialisme américain et leurs luttes contre le travail forcé et la dépossession », mais également, que ce nationalisme glissait vers de fausses « promesses reflétant ses intérêts de classe »[1]. Sous le couvert de « clubs littéraires » dans les écoles, on lisait sans arrêt. On discutait. On visitait l'arrière-pays pour observer la misère des paysans.

Comment expliquer le lent déclin de la dictature sous Bébé-Doc?
C'était un peu un gros bébé gâté. Son activité principale, outre de courir les femmes, était d'acheter des voitures de sport. C'était un peu une caricature. En plus, en épousant une mulâtre, il rompait avec le noirisme de papa. Mais au-delà de ces facteurs psychologiques, il y avait une mutation en cours. Le nombre de jeunes scolarisés s'accroissait. Ils avaient des aspirations personnelles, et pour eux, Haïti restait un pays terriblement bloqué. En même temps, une partie de l'oligarchie prenait ses distances en aspirant à une certaine modernisation économique, se traduisant par des ''joint-venture'' avec des capitaux américains pour installer des usines d'assemblage, dans le textile notamment. Enfin, l'élection de Jimmy Carter aux États-Unis (1977), a changé l'atmosphère régionale. Le discours sur l'importance des droits humains devint alors prédominant, y compris dans les médias haïtiens, qui affirmaient de plus en plus leur indépendance et même leur hostilité au régime. Des journalistes comme Jean Dominique, étaient connus et écoutés.

La répression était encore omniprésente…
Ça continuait : arrestations, disparitions, tortures, assassinats, etc. Mais en comparaison avec la période de Papa-Doc, il y en avait moins et donc, on ne vivait plus comme avant. Il n'y avait plus la répression de masse, les massacres de grande envergure. Des mouvements de résistance,

[1] Jacques Roumain, *L'écroulement du mythe nationaliste*, 1934. < http://classiques.chez-alice.fr/roumain/jacques2.pdf>

surtout à partir de la diaspora à Montréal et à New York, ont repris vie. Autant que faire se peut, on encourageait les militants à retourner en Haïti. À l'intérieur, une certaine agitation sociale commençait à se manifester. C'est alors que je me suis impliqué dans les manifestations étudiantes. Avec Radio-Moscou ou Radio-La Havane, le discours de la révolte parvenait à nos oreilles. On commençait à penser à l'action. C'est ce que nous faisons avec de petites virées dans les quartiers pour poser des affiches, ou barbouiller les murs des officines de l'État. Un jour, la police nous a encerclés. On aurait pu facilement finir en tôle, et peut-être pire, mais on a réussi à fuir. Un vieux communiste, Harry Charles, nous a pris un peu sous son aile pour nous former et nous obliger à penser avant de passer à n'importe quelle action.

Dans les années 1980, la situation a basculé …
J'achevais mes études au lycée. On fonctionnait dans de petites cellules cloisonnées, qui entretenaient des rapports vagues avec les vestiges de partis de gauche. De grosses manifestations éclataient dans l'arrière-pays, au Cap Haïtien, aux Gonaïves. Les gens n'avaient plus peur. Et le régime se disloquait. Malgré l'élection de Ronald Reagan, les États-Unis ont compris qu'il fallait lâcher Bébé-Doc, d'où son exil en 1985 dans un avion affrété par l'armée américaine[1].
Un régime bric-à-brac a alors été mis en place par les généraux Henri Namphy et Prosper Avril, toujours avec l'appui des États-Unis, et ce de mettre de l'avant un duvaliérisme sans Duvalier. Entretemps, les groupes de gauche sortaient de leur périmètre. Il y avait plusieurs tendances exprimant une « nouvelle » gauche, distante du Parti communiste. Des organisations proposaient une révolution nationale-démocratique, reprenant les mots d'ordre des mouvements de libération nationale et de la Chine.
Il y avait une certaine focalisation dans la gauche sur la paysannerie. J'étais sensible à cette orientation, mais je pensais qu'il fallait aller dans un sens encore plus radical, vers une révolution carrément socialiste, ce que mettait de l'avant le *Front Charlemagne Péralte de libération nationale* (FCPLN)[2]. Sous l'impact des mobilisations de masse, le climat devenait quasiment insurrectionnel, autour du mot d'ordre simple et clair : « déchouquer » (renverser) le gouvernement.
Fait à noter, des militaires et des policiers venaient vers nous. On pensait, « on est proches »… Notre force était réelle : la capacité d'organiser des actions directes (blocage de rues, invasions de bâtiments, coups de main contre les forces armées, etc.). Encore balbutiante, notre analyse de la formation sociale haïtienne exprimait une vision stratégique arcboutée à notre enthousiasme révolutionnaire.

Finalement, le changement est arrivé, mais pas comme vous l'aviez pensé …
La gauche est restée divisée, ce qui l'a beaucoup affaiblie. Nous étions héritiers d'une tradition politique haïtienne trop marquée par des personnalités, des gens qui étaient, ou qui se prenaient pour, de « grands chefs », avec des égos surdimensionnés. C'était difficile dans ce contexte de s'entendre sur une analyse et encore plus, sur une stratégie commune. Est-ce qu'une révolution populaire pouvait se réaliser dans de pareilles conditions ? On ne le saura jamais.

[1] Le dictateur a de plus été en mesure de garder les millions de dollars volés au peuple haïtien et de vivre comme un pacha en France jusqu'à son retour d'exil en 2011.
[2] François Borgia Charlemagne, né en 1885, a mené une rébellion armée contre l'occupation américaine d'Haïti en 1915. Son mouvement dit des Cacos, qui a au sommet de son action réunissait 10 000 combattants, a été réduit et finalement, Péralte a été capturé et exécuté par les Américains en 1919.

Et puis, il y a eu le phénomène Aristide…
Aristide, dit Titid, avait l'écoute de beaucoup de gens avec ses discours mariant la révolte à la mystique. Il avait une audience dans son église Saint-Jean-Bosco du grand bidonville de Cité Soleil et aussi parmi les *Ti Kominote Legliz*. À partir de cela, Aristide a su attirer des militants, notamment des curés de gauche comme le jésuite Karl Lévesque. Ce puissant et perspicace organisateur se méfiait un peu d'Aristide, de ses tendances mégalomanes et de sa propension à fonctionner seul, sans accepter la discipline d'un collectif. Néanmoins, Aristide parlait fort contre la dictature. Il était connu. Alors il est apparu comme incontournable. Sa montée doit beaucoup aux chrétiens de gauche qui lui ont apporté de la cohérence, de l'organisation et également, beaucoup de fonds provenant des réseaux et organisations catholiques. Mais il avait également une grande force intérieure. À plusieurs reprises, il a confronté les tueurs de l'armée et des milices, comme lors d'un incident où il a passé près d'être tué en 1988. Toujours est-il qu'en 1991, Aristide a créé son mouvement, l'Organisation politique Lavalas, dont il devient le « président à vie » (il l'est encore). Il dit alors, et cela devint compréhensible plus tard, Lavalas n'est pas un parti ni une formation politique, mais la traduction du peuple en lutte. Encore aujourd'hui, dès qu'on parle de Lavalas, il s'agit du parti d'Aristide.

La marche vers les élections a marqué un tournant…
Le gouvernement dans les mains des militaires ne pouvait qu'être temporaire. Et aussi, des tractations ont lieu pour organiser des élections. Les États-Unis, sous l'administration de Bush papa, appuyaient Roger Lafontant, un ancien sbire de Duvalier. Cela regardait mal, et alors Washington a changé son fusil d'épaule pour mettre de l'avant un ex-cadre de la Banque mondiale, Marc Bazin, financé par des officines américaines comme le National Endowment for Democracy. Contre cela, une vaste coalition a été mise en place, le *Front national pour le changement et la démocratie* (FNCD) regroupant des formations diverses allant des radicaux aux social-démocrates. Cette coalition a offert qu'il n'avait pas. Finalement, lors de l'élection le 16 décembre 1990, Aristide a tout balayé avec plus de 67 % des votes… Du côté de l'oligarchie, ce fut un peu la panique.

Quelle fut la réaction de la gauche?
Avant l'élection, une bonne partie des militants, notamment d'*En Avant* comme ceux de mon organisation, le *Front Charlemagne Péralte de libération nationale*, ont essayé de structurer Lavalas en un corps organisé, de sorte qu'on puisse au moins minimalement encadrer celui qui n'était pas encadrable! Il y avait pas mal de dissidents sur cette afin de rejoindre le camp Lavalas. Pour ma part, j'avais le sentiment que cela aboutirait à un cul-de-sac. Il me semblait que la personnalité d'Aristide était incompatible avec un projet d'émancipation.

La montée d' Aristide semblait pourtant irrésistible…
Il est rapidement devenu le héros du peuple, notamment des couches populaires. Elles se reconnaissaient dans son intransigeance devant les élites traditionnelles. Elles absorbaient le langage mystique de celui qui parlait comme le « messager de Dieu ». Et c'est ainsi que s'est développé la puissante vague qui a conduit « Ti-Tid » à la victoire. Il ne faut cependant pas penser que le mouvement populaire était totalement homogène. Il y avait les étudiants de la Fédération des étudiants haïtiens, des mouvements de gauche (FCPLN, En Avant, MP-26, OPLN, aussi des syndicats comme Batay Ouvriye, l'Organisation des travailleurs révolutionnaires, qui en gros appuyaient Aristide, mais ne voulaient pas lui être inféodés. Entretemps, j'ai décidé de

retourner aux études. Comme j'étais depuis plusieurs années militant à temps plein, je n'ai pas été admis à l'université et par défaut, j'ai abouti au Centre de linguistique appliqué

Huit mois plus tard, Aristide était renversé…
Les États-Unis n'avaient pas accepté de voir arriver dans leur arrière-cours un exalté qui dénonçait l'impérialisme et parlait de mettre fin aux privilèges de l'oligarchie. Des mesures assez modérées comme l'augmentation du salaire minimum les rendaient furieux. Ils craignaient l'effet de « contagion » dans une région de plus en plus turbulente avec les insurrections qui s'étendaient en Amérique centrale. Rapidement, l'armée, repère des héritiers de la dictature, a compris qu'elle avait le feu vert de Washington et c'est ainsi que le sinistre lieutenant-général Raoul Cédras a déclenché le coup d'état le 30 septembre 1991 avec l'appui des vestiges du duvaliérisme et des Tontons-Macoutes comme le sinistre Front révolutionnaire pour l'avancement et le progrès haïtien (FRAPH). Après avoir passé à un cheveu d'être tué, le président a été exilé, et rapidement après, le carnage a commencé. Des milliers de militants étaient pourchassés, exécutés, torturés. Des centaines d'Haïtiens sont morts dans leur fuite vers les côtes américains (les boat-people). L'infrastructure construite péniblement par les mouvements populaires (syndicats, médias, centres de formation) a été très frappée. J'ai été alors obligé de prendre mon trou en devenant enseignant à l'école créée par mon père.

En 1994, survint le retour d'Aristide…
Aux États-Unis, les Démocrates étaient revenus au pouvoir avec Bill Clinton. La nouvelle administration tentait de se refaire une image. En Haïti même, une nouvelle mobilisation gagnait en force sur la base d'un arc-en-ciel dont les forces pro-Aristide et la gauche et certains secteurs de l'oligarchie. Finalement, Clinton a exigé le départ de Cédras et. le 15 octobre, Aristide revenait à Port-au-Prince, accompagné de plus de 25 000 soldats et Marines américains. Une de ses premières mesures, bien appréciée par le peuple fut la dissolution de l'armée.

On a eu un peu l'impression que Ti-Tid avait changé après quatre ans à Washington…
Au début, on était dans la rue, c'était la joie. Parmi les premières annonces se trouvait la dissolution de l'armée, une mesure qui répondait fortement aux demandes de la population. Mais rapidement, des fissures sont apparues. Les rapports avec les personnalités et organisations démocratiques qui avaient appuyé Aristide devinrent tendus. Des proches comme l'ancien chef communiste Gérard-Pierre Charles, ont été mis de côté, d'où la scission créant l'Organisation du peuple en lutte (OPL). Des formations réformistes ont été déstabilisés par des mesures visant à les isoler. La grande coalition qui avait pris forme au début des années 1990 se disloquait.

La dissidence de la gauche devint alors visible…
Sous l'influence des États-Unis, Aristide a adopté des politiques néolibérales comme le lui demandaient les États-Unis et le FMI. Des entreprises d'État ont été privatisées au profit de l'oligarchie, la grande minoterie d'Haïti par exemple. Les barrières tarifaires protégeant l'agriculture haïtienne ont été levées, d'où la quasi-destruction de la production de riz, à la base de l'alimentation du pays. Plus de 40 000 familles paysannes ont perdu leur gagne-pain au profit des importateurs de riz américain. Des coupures drastiques dans les dépenses de l'État en matière santé et d'éducation étaient annoncées, en échange d'une « aide » conditionnelle pour garer l'État à flot. Aristide n'était visiblement pas content avec ce plan d' « ajustement structurel » pur et dur, mais en réalité, il n'avait pas vraiment le choix.

En 1995, Aristide passait la main à son bras droit, René Préval…
Puisqu'Aristide ne pouvait se représenter en fonction de la constitution, Lavalas a fait campagne autour de Préval qui était depuis longtemps son proche compagnon d'armes. Cela a fonctionné, puisque le peuple a encore une fois voté massivement en faveur de Préval qui était vu comme le substitut temporaire du président. L'opposition, regroupée dans les partis de centre-gauche comme l'OPL et le Comité national du congrès des mouvements démocratiques (Conacom), est restée confinée aux couches moyennes des villes.

Qu'est-ce qui est arrivé à la gauche radicale ?
Elle est restée hésitante, relativement désarçonnée, toujours aussi divisée. Malgré des réticences, plusieurs ont accepté de servir sous Préval qui, par ailleurs, prenait un peu ses distances par rapport à Aristide, tout en poursuivant, sur le fonds, les mêmes politiques. Moi-même, Aristide a tenté de me recruter. J'ai refusé.

Pourquoi ?
Toujours pour les mêmes raisons. Je n'avais pas confiance que ce projet pourrait déboucher sur quelque chose de positif. Je ne peux pas dire pour autant que nous avions une perspective claire. On n'en avait pas. On essayait simplement de survivre politiquement, de constituer une structure fonctionnelle, y compris en milieu paysan. Nos mouvements continuaient de s'affaiblir et de se diviser.

En 2001, Aristide est revenu au pouvoir …
Préval, assis entre deux chaises, d'une part en tant que supplétif d'Aristide, d'autre part en tant qu'acteur politique voulant avoir son espace, n'avait pas le choix, et il a tout fait pour qu'Aristide soit réélu, contre le candidat « américain, Leslie Manigat. Les élections, tel que prévu, ont donné une forte majorité à Lavalas, tant à la présidence qu'aux élections législatives subséquentes, mais avec un taux de participation beaucoup plus faible. L'opposition modérée a tout de suite crié à la fraude, ce qui cachait mal sa faiblesse politique. Les États-Unis, par ailleurs, affirmaient qu'ils ne voulaient plus fonctionner avec Aristide, d'où l'arrêt des flux de l'aide, ce qui eut un effet terrible sur les capacités du gouvernement haïtien[1]. Privé de fonds, Aristide s'est retrouvé coincé. Pour apaiser l'opposition de Washington, Aristide a maintenu les politiques de privatisation et affaibli des institutions publiques comme la Banque national de crédit.

C'est là que la situation a commencé à dégénérer…
Il y avait depuis longtemps en Haïti un problème de corruption, qui existait bien avant Aristide. Mais au moment où celui-ci est revenu au pouvoir, le climat s'est détérioré. Une partie substantielle de l'élite politique et économique a été, si on peut dire, « gangrenée » par les centaines de millions de dollars transigés par les narco-trafiquants. À cette époque, les circuits des exportations de cocaïne vers les États-Unis se diversifiaient, faisant d'Haïti une plaque tournante. Les conséquences ont été terribles, d'une part en criminalisant une partie croissante de la société et des institutions, d'autre part en aggravant le contentieux avec les États-Unis…

Le gouvernement également a été contaminé par les narcos…
Probablement pas plus que ceux qui avaient gouverné antérieurement. Pour autant, un nombre important de responsables de Lavalas et même du gouvernement ont été impliqués, notamment

[1] De 1999 à 2003, le PNB a chuté de moitié.

dans la police[1]. Parallèlement, la gouvernance s'est en partie militarisée, avec l'apparition de groupes paramilitaires…

Ce sont les fameuses « chimères »…
L'aggravation de la pauvreté a jeté vers les bandes armées des tas de jeunes. Le gouvernement fermait les yeux sur leurs agissements et dans certains cas, il les appuyait. Les chimères, qui n'étaient pas un mouvement organisé, constituaient plutôt une nébuleuse, agissant dans les quartiers, dans la pénombre entre l'intervention politique et le crime. La frontière entre des deux domaines, dans le contexte d'une gouvernance faible, peu présente sur le terrain, était floue…

L'opposition anti-Aristide, entretemps s'est militarisée…
Les États-Unis ont ressuscité les anciens circuits de l'armée et des tontons-macoutes et leur ont permis de s'armer en république dominicaine. Parallèlement, l'oligarchie haïtienne a basculé contre Aristide, qu'elle voyait comme incapable de remettre de l'ordre dans le pays. On s'est retrouvés à partir de 2003 dans un pays de plus en plus ingouvernable. L'oligarchie, avec l'aide de l'opposition regroupée dans la Convergence démocratique, a mis en place une coalition, le « Groupe des 184 », qui prétendait représenter la société civile, et qui battait le haut du pavé à Washington, Ottawa, Paris. Leur campagne était de représenter Aristide comme un fou furieux, et ce discours a été largement repris par la presse occidentale. D'autre part, les ex-militaires autour de l'ex duvaliériste Guy Philippe augmentaient leurs incursions sur le territoire haïtien au point où ils ont pris le contrôle d'une certaine partie du nord du pays.

La gauche était coincée dans cette polarisation…
Dans les villes, les « chimères » nous intimidaient. Ils sont entrés en force sur le campus de l'Université d'Haïti et blessés plusieurs étudiants, attaquant même le recteur. Pour autant, nous ne voulions pas être associés à la campagne anti-Aristide et au Groupe des 184. Quelques-uns y ont été attirés pour un temps, mais ils ont rompu les liens quand c'est devenu clair que tout cela était manipulé par l'oligarchie avec la complicité des États-Unis qui a disponibilisé beaucoup d'argent pour cette campagne anti-Aristide. Ce n'était pas facile. Il y avait dans le sillon d'Aristide un courant violent, qui pouvait ressembler à une certaine forme de fascisme. Ce n'était pas encore consolidé, et il n'y a pas eu une répression de masse. Mais il y avait un danger que cela dégénère. De plus en plus, des manifestations étaient réprimées par un corps spécialisé de la police et les avec la collaboration des chimères. C'était confus dans une ambiance qui devenait de plus en plus lourde. La situation était d'autant plus compliquée qu'Aristide, tout en poursuivant les politiques néolibérales qui lui avaient été imposées, maintenait un discours nationaliste de façade, dénonçant les grandes puissances, notamment la France à qui il reprochait, justement, d'avoir ruiné Haïti après l'indépendance de 1804. Aux yeux d'une grande partie de la population, Aristide apparaissait encore comme le défenseur de la nation, ce qui était relayé par son mouvement et ses puissants partisans étrangers, notamment aux États-Unis.

Est-ce que la gauche avait une marge de manœuvre?
On ne pouvait pas se ranger avec l'opposition. De l'autre côté, les secteurs radicalisés autour d'Aristide voulaient nous faire la peau. J'ai eu l'impression que le parcours d'Aristide commençait à ressembler à celui de François Duvalier. Souvenons-nous que Papa-Doc avait commencé sa carrière en se faisant le défenseur du peuple, et en particulier, des Noirs. Pour

[1] Dont le chef de la sécurité d'Aristide, Oriel Jean.

revenir au dilemme de la gauche, il était extrêmement difficile d'articuler un projet alternatif, une sorte de troisième force, distincte de Lavalas et distincte de l'opposition bourgeoise. Au cours de 2003, la situation n'a cessé de se détériorer. Les États-Unis exerçaient une énorme pression sur le président qui ne contrôlait même pas sa garde rapprochée. Les groupes paramilitaires d'extrême-droite affrontaient les partisans de Lavalas dans le plateau du nord, en menaçant de descendre vers la capitale.

Et finalement survint le deuxième renversement d'Aristide…
Le 29 février 2004, un commando américain aidé par l'équipe de sécurité du Président lui-même a capté le président pour aussitôt l'expédier vers la République centrafricaine[1]. Aristide ne pouvait rien faire, malgré des tentatives de dernière heure de la CARICOM, un regroupement d'États des Caraïbes, pour empêcher le nouveau coup d'État. En même temps, plusieurs milliers de soldats américains étaient déployés sur place, pendant que le président de la cour suprême, Boniface Alexandre, était intronisé comme président par intérim.

La répression est alors revenue en force…
Les éléments duvaliéristes armés par les États-Unis et la République Dominicaine voulaient prendre le pouvoir. Plusieurs centaines de militants de Lavalas ont été tués et emprisonnés. Peu après, les États-Unis ont été remplacés par un contingent mandaté par l'ONU, la Minustah, sous commandement brésilien, à l'époque où le gouvernement à Brasilia était dirigé par Lula. Pour autant, les soldats brésiliens ont commis des exactions dans les quartiers populaires comme Bel Air, Martissant, La Saline, Cité-Soleil. Ils ont été incapables de neutraliser les éléments criminels alors que des tas de jeunes ont été réprimés pour rien, sinon que d'être dans un bidonville. Par ailleurs, la Minustah a attaqué des étudiants qui manifestaient pacifiquement contre la nouvelle occupation. On a mis en détention sans procès des parlementaires, des journalistes, des membres d'organisations populaires. Cela s'est mal passé du côté brésilien : des soldats brésiliens découvraient qu'ils punissaient le peuple, et non les criminels[2]. Par ailleurs, des éléments de Lavalas ont continué intimider des militants, les menaçant de mort. La corruption continua à vider les caisses de l'État.

René Préval est alors revenu au pouvoir…
Les États-Unis et l'oligarchie pour l'élection de 2006 soutenaient Mirlande Manigat, une autre technocrate comme Marc Bazin. Malgré le découragement et la confusion, il y a eu une coalition impromptue autour de René Préval, avec la gauche et la majorité des partisans de Lavalas, qui le voyaient comme le « moindre mal ». Et c'est ainsi que son nouveau parti, le *Front de l'espoir*, a obtenu la majorité relative des votes. Préval a gouverné sans sortir de l'étroit périmètre déterminé par les États-Unis et le FMI, tout se permettant quelques politiques non-traditionnelles, en recevant par exemple l'appui du Venezuela et de Cuba pour les approvisionnements en pétrole et de l'aide médicale.

[1] La planification du coup avait été amorcée à Ottawa au début de 2004 lors d'une rencontre secrète entre les représentants des États-Unis, de la France et du Canada.
[2] En 2006, le général brésilien UranoTeixeira Da Bacellar, commandant de la Minustah, a été retrouvé mort à Port-au-Prince, probablement parce qu'il s'était suicidé.

Mais la situation ne s'est pas stabilisée…
Le pays est resté enfoncé dans la pauvreté. Mêmes les ateliers de misère ont stagné, faute de stabilité, d'infrastructures stables, de sécurité. L'insécurité s'est aggravée, surtout dans les villes. À Cité-Soleil, les narcos ont continué de faire la loi. Des institutions parapubliques étaient gangrénées par la corruption. Autour de l'école de mon fils, des lavalassiens armés intimidaient et rançonnaient. Le phénomène de kidnapping doublé de viols systématiques par les bandes lavalasiennes s'amplifia. C'était une atmosphère de fin du monde. Pourchassé dans la rue, des chimères me criaient après, « On va te tuer, toi et tous les communistes » !

Et alors est arrivée l'heure de ton exil…
Au départ je suis parti, laissant ma compagne et mes fils. Je pensais me faire oublier pour quelques temps, dans l'éventualité de revenir avant longtemps. Mais peu à peu, les illusions se sont dissipées. En 2006, ma conjointe et mon fils Malcolm-Che sont venus s'installer à Montréal. On se disait qu'on avait le droit de respirer un peu. J'ai effectué un retour aux études à l'INRS pour compléter une maîtrise initiée en Haïti en développement urbain. En février 2010, après le séisme, toute ma famille était à Montréal.

Un peu plus tard des réseaux ont été reconstitués…
Au départ, j'ai retrouvé quelques copains qui cherchaient à comprendre ce qui s'était passé et ce qu'on pouvait faire. À Montréal, les partisans de Lavalas étaient également découragés. La bonne nouvelle, cela a été de rencontrer des militants de la deuxième, voire de la troisième génération, comme Will Prosper, qui travaillait avec des jeunes dans le cadre de divers projets comme Hoodstock, Montréal Nord Républik et d'autres. J'ai aussi rencontré des militants comme Alain Saint-Victor et Ribet Thermogène qui essayaient de recréer un espace de réflexion progressiste dans la communauté. À côté de projets politiques, il y avait un tissu associatif important qui a permis à beaucoup de gens de tenir le coup, comme la Maison d'Haïti, le Bureau de la Communauté haïtienne et le Centre Na Rive.

L'impact du tremblement de terre a été terrible…
Effectivement, la moitié de Port-au-Prince a été détruite et dans tout le pays, il y a eu plus de 250 000 victimes. Ce n'était pas une catastrophe « naturelle », mais le résultat d'un pays disloqué, d'infrastructures inadéquates, d'un gouvernement incapable. La soi-disant communauté internationale est entrée en force, on a eu la « république des ONG » qu'on pourrait aussi appeler la « république des bouteilles d'eau », sans d'autre perspective que de gérer la crise. Le gouvernement, la société civile et les organisations ont toutes été affaiblies par une sorte de nouvelle colonisation « humanitaire ».

Aujourd'hui, comment se présente la reconstruction de la gauche?
Le grand bilan, reste à faire. On a des fragments, des impressions, des pistes, mais il faut encore travailler. Nous avons été ballotés par les évènements. Nous avons été court-circuités par la montée en puissance d'un populisme bien ancré dans la population, incapable, lui-aussi, de mettre en place un programme apte à tenir tête à l'oligarchie et à l'impérialisme. Nous sommes tombés dans le piège du sectarisme et de l'avant-gardisme, en nous chicanant sur la « ligne juste »!

Quelles sont les pistes?
Sur le plan organisationnel, nous voulons finaliser la rupture avec les pseudo modèles hérités d'un marxisme-léninisme qui découlait de quelques idées simplistes présentées de manière dogmatique. Par exemple, la question de la démocratie, qu'on prenait à la légère, doit revenir au premier plan : cela inclut notre propre démocratie, pour ouvrir les débats et laisser les nouvelles idées des nouvelles générations. Il faut sortir des sentiers battus. Par exemple, des réseaux comme le Rassemblement des révolutionnaires ayisyens (RARA), n'ont pas de « cellules » comme avant. Les groupes constituants sont autonomes.

La société haïtienne a changé, comment s'adapter?
Une grande partie des jeunes sont maintenant scolarisés. Ce sont en quelque sorte des chômeurs gradués. Leur réalité sociale, leurs luttes également, ne s'expriment pas de la même manière. Ils s'inventent de nouveaux outils de communication, notamment avec les médias sociaux. Comme on le voit dans les rues de Port-au-Prince, ce sont eux qui sont au premier plan du processus extraordinaire qui est sous nos yeux. Vont-ils remplacer le régime pourri par une démarche démocratique en profondeur ? Vont-ils résister aux tentatives de relookage mises de l'avant par l'impérialisme de connivence avec des partis politiques qui se présentent comme une alternance « acceptable », mais qui sont sans substance ? Comment combattre des entités « ONGisées » incapables d'organiser la reconstruction? Également, la question de l'unité entre mouvements et partis doit être redéfinie, non pas comme un processus lointain et abstrait, mais comme une priorité immédiate[1].

On a l'impression qu'il se passe quelque chose dans le monde rural…
De grands mouvements comme Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen par exemple émanent de l'implantation de la gauche haïtienne au monde rural. Aujourd'hui, malgré la misère et la dévastation environnementale, il y a des tas d'initiatives rurales qui agissent sur le plan local, qui organisent des communautés, qui développent des activités productives pour et par la collectivité. Dans notre histoire, on avait les « lakous », des structures communautaires qui ont permis aux esclaves de survivre avant et après l'indépendance. On voit maintenant des « néo-lakous » qui occupent des terres et créent des structures et des projets définis autour de la défense des communs et du bien vivre[2]. À la base, on l'entend, le peuple ne veut plus vivre sous le capitalisme, le système « pese souse ». C'est un mouvement de fond, qui s'autoorganise, qui s'auto-définit.

Depuis le début de 2019, de gigantesques mobilisations ne cessent de s'organiser…
Les jeunes envoient un message clair aux « modérés » qu'il ne faut pas négocier avec les bandits, même si c'est cela que les États-Unis demandent. Ils n'ont aucune illusion sur une « communauté internationale » qui agit en tant que supplétifs des États-Unis. Penser une transition démocratique, reconstituer des alliances politiques, élaborer un programme rassembleur, voilà ce qu'ils ont devant eux.

---

[1] Trois processus de rapprochement de la gauche sont en cours au moment d'écrire ce texte, le « Front patriotique » (initié par des mouvements paysans et des formations issues de la gauche radicale, notamment le RASIN Kan Pèp animé par Camille Chalmers), l'Action démocratique pour bâtir Haïti (où on retrouve la gauche modérée et Lavalas) et « Passerelle » (regroupant des personnalités de centre-gauche).

[2] Ces nouveaux lakous sont l'objet de mes études doctorales à l'Université de Montréal. Malheureusement, des problèmes de santé m'ont empêché de poursuivre mes études.

3. Les textes d'Alain

Coronavirus et crise du capitalisme

5 mai 2020

Faut-il rappeler, encore, aux uns et aux autres, que le capitalisme est manifestement dans une crise finale? Qu'il ne s'agit pas d'une crise d'accumulation comme ce fut le cas dans les années 1970? En effet, depuis 1970, la crise structurelle du système capitaliste, impulsée par la troisième révolution industrielle (informatique et électronique) a modifié la contradiction interne de la logique du Capital. Rappelons que le fondement de la production de richesse abstraite, générée par le travail, engendre en même temps sa tendance à expulser la force de travail des procès de production et confirme les limites objectives du capitalisme, en ce qui a trait à son développement historique.

En fait, comme les nouvelles technologies permettent de réaliser plus d'économie de travail que les marchés ne pourraient en créer dans leur croissance, le cœur de l'économie capitaliste, la production de valeur, a donc entamé un processus d'affaiblissement mondial. Il en résulte la diminution de la production de valeur. Dès lors, un ensemble de mécanismes vont être appliqué pour en quelques sortes compenser les faibles profits de la production capitaliste par des revenus tirés du marché financier. Autrement dit, l'extension de la «macrostructure financière» est au fonds le résultat de la crise structurelle. Pour cause, l'intérêt réalisé par la fictionnalisation[1] de la richesse vise à conserver tant bien que mal le flux circulatoire du capital global.

Attention, quand nous disons crise terminale cela ne signifie pas que le capitalisme s'effondrera dans les années à venir. Mais, que toutes les caractéristiques de la crise du capitalisme tardif, rongé par ses contradictions internes, laissent voir des éléments structurels de la crise finale. Par exemple, il est de plus en plus difficile au capital de se valoriser; la transformation du travail vivant en valeur se fait de moins en moins; la circulation des marchandises est bloquée partout dans le monde. En ce sens, il est fondamental de mettre en avant la théorie et l'analyse de la crise mondiale caractérisée par la recension économique, financière et commerciale ainsi que son rapport avec la conjoncture actuelle induite par la pandémie du coronavirus.

C'est dans ce contexte qu'apparait la pandémie du coronavirus. Celle-ci n'est pas la cause de l'aggravation de la crise, mais plutôt son déclencheur dans le sens qu'elle accélère l'effondrement de l'économie capitaliste. Au-delà de la crise de 2007-2008 qui avait atteint son sommet au niveau des banques «d'importance systémique», la crise actuelle de l'économie réelle était dans la situation où elle avait déjà besoin que l'État y injecte des milliers de milliards de dollars. Se souvient-on que le triomphe du néolibéralisme avait complétement discrédité l'État comme une soupape sociale, une entrave à la compétition entre territoire, sites et métropoles. Autrement dit, ce modèle inscrit dans la dynamique historique du capitalisme orienté sur la concurrence animée par la finance était une stratégie pour distendre la crise du capitalisme. Ce n'est surtout pas un hasard si la pandémie du coronavirus a un impact incalculable sur le système de santé, du fait que les politiques néolibérales avaient privilégié pendant des décennies l'austérité et les coupures budgétaires.

---

[1] Le déploiement de capital fictif

Afin de mieux appréhender la théorie de la crise il faudrait, comme le fait Marx, y faire ressortir la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit présentée dans le volume 3 du Capital. Déjà cette théorie a été esquissée dans les Grundrisse qui attribue la crise à l'origine même de l'économie capitaliste, au déclin absolu du travail vivant et, par conséquent, à la chute non seulement du taux de profit moyen, mais surtout de la masse sociale de survaleur produite. Le capital est la fin en soi d'un mouvement fétichiste de valorisation illimitée à laquelle on peut vraiment tout sacrifier. La « richesse » dans le capitalisme, après sa troisième révolution industrielle, a vu apparaitre le fameux capital fictif qui module le mode de production et de vie capitaliste. Or, la richesse dans le capitalisme ne peut plus exister, aujourd'hui, qu'en consommant une production future de survaleur. Cette dernière, qui ne viendra finalement jamais en grandes proportions, apparaît sous les formes d'une gigantesque collection de dettes tant privées que publiques et de spéculation, qui menacent de s'effondrer

Il semble que, en cas de pandémie prolongée, le système pourrait effectivement s'effondrer du fait de ces contradictions internes croissantes. En effet, l'économie mondiale est en chute libre et la question à l'ordre du jour est de savoir si les récessions à venir seront pires que le puissant marasme de 2008-2009. Cette fois, la crise ayant un caractère universel provient de la chute rapide de la demande, de l'interruption de la production, de la rupture de la chaine d'approvisionnement globale. Celle-ci, pourrait potentiellement provoquer une contraction historique du PIB dans les pays capitalises au niveau mondial. Pour James Bullard président de la Banque de Réserve Fédérale de Saint Louis, il faut s'attendre à une baisse du PIB pouvant atteindre 50% à la fin du deuxième trimestre, par rapport au premier trimestre 2020. Cette situation provoquera une montée extraordinaire du taux de chômage jusqu'à 30% et correspondrait à un recul de 25% de la production économique. En regard à la crise de 1930, qui avait précipité dans l'extrême pauvreté de larges franges de la population Étasunienne, le PIB américain actuel a chuté de 25% au total.

Il me semble que le facteur temps joue un rôle décisif, à savoir la durée de la lutte contre la pandémie. En effet, plus la dynamique de valorisation du capital, particulièrement dans l'industrie productrice de marchandise, sera paralysée plus cette probabilité augmentera ; on pourra s'attendre à une dépression inscrite dans la longue durée. Cette situation rendra économiquement superflue une bonne partie des salariés et pourrait certainement les plonger dans une misère attaquant directement leurs conditions de vie. Dans la mesure où le virus ne disparait pas dans les mois à venir, des millions de travailleurs à travers le monde vont s'inscrire au chômage.

En d'autre terme, la contraction actuelle de l'économie peut être comparée avec la Grande Dépression des années 1930. L'ampleur du ralentissement économique montre que les pronostics sont rendus caducs à un rythme record. Le deuxième trimestre 2020 pourrait être la pire récession aux États-Unis depuis 1947. Il y a un risque de baisse de croissance de 14% par rapport à la même période de l'année précédente. Par ailleurs, la *Bank of America* anticipe elle-même une baisse de 12%, tandis que Goldman Sachs prévoit une chute catastrophique de 24% dans les trois prochains mois.

Dans les pays de l'Union Européenne (EU) les scénarios de sortie de crise prévoyaient que le PIB reculerait de 1%. Cependant, Bruxelles compare la situation actuelle à celle de 2009. En fait, l'économie Européenne devrait reculer autant en 2020 comme au moment où éclatait la bulle

immobilière. Autrement dit, elle serait comparable à la crise qui avait déclenché la crise récurrente de l'euro, à ce moment la production économique était de l'ordre de 4,5%.
En Allemagne, pays phare de l'UE, on prévoit un recul de 20% qui jetterait au chômage plus d'un million de salariés. Cette crise devrait coûter entre 255 à 729 milliards d'euros. Elle se profile déjà et aura donc des conséquences catastrophiques pour les salariés. Par exemple, Volkswagen a mis à pied environ 80 000 salariés à cause de la chute de la demande et des perturbations dans les chaînes de livraison dues à la pandémie du coronavirus. Par exemple, le cas de certains masques chirurgicaux destinés à l'Italie qui ont été captés par la Pologne et la République tchèque, une manière de faire digne d'un banditisme étatique. Ainsi, s'installe entre les États une mentalité de gangster. Les élites du monde entier pompent des milliers de milliards de dollars dans l'économie pour éviter l'effondrement.

Qu'en est-il de la Chine dans le contexte de l'économie mondiale? D'une manière globale, elle en est extrêmement dépendante. Au sein du système capitaliste transnational la reprise en Chine pourrait effectivement assouplir la récession mondiale qui s'en vient. Cependant, le capitalisme chinois affiche un caractère d'État oligarchique et ne saurait jouer le rôle de moteur dans la conjoncture économique mondiale actuelle. Car, la Chine populaire possède elle aussi une dette faramineuse. En effet, la « République populaire » dépend encore très fortement des marchés d'exportation, au-delà des succès incomplets dans l'affermissement de la demande intérieure.

En outre, l'appel au retour au travail prôné par les gouvernements du monde, malgré la pandémie, prouve clairement qu'il s'agit de se sacrifier pour le dieu de l'argent. Il sous-entend une compulsion fétichiste d'une valorisation sans limite du capital. En ce sens, la société capitaliste est effectivement menacée d'effondrement parce qu'elle ne saurait se reproduire socialement que dans la mesure où les processus d'accumulation réussissent. En effet, la production capitaliste d'une société globale de plus en plus économiquement superflue, correspond au résultat de la crise systémique du capital.

Ce qui pourrait, jusqu'à présent, se répercuter sur les salariés de la périphérie, au cours de la concurrence de crise, frappe donc les centres capitalistes de plein fouet. Et ceci, si la lutte contre la pandémie du coronavirus devait s'installer sur le long terme. Cette dite pandémie montre au grand jour les failles du système mondial capitaliste. Cela signifie que nous ne pouvons pas nous permettre de nous protéger contre ladite pandémie dans le cadre des contraintes capitalistes.

N'est-t-on pas en droit d'affirmer que le Baal de l'argent, dans la crise systémique du capitalisme actuel, admet bien volontiers et avec abnégation le sacrifice humain annoncé. Même si des millions de personnes devaient trépasser misérablement, le capital doit inexorablement se renouveler par la valorisation effectuée grâce au travail salarié. La nature, profondément déraisonnable du capitalisme, se présentant comme un culte au dieu de l'argent, en regard à la contrainte de croissance, devient éclatante dans la crise actuelle.

L'état d'exception, induit par la pandémie, semble concrétiser, au moins partiellement, le souhait du capitalisme incitant au sacrifice au sacro-saint Capital. En effet, la difficulté de cohabiter dans l'espace physique à cause du confinement interdit les rencontres entre humains. Paradoxalement, «la distanciation sociale» semble plus aisément acceptable pour la population mondiale et maintenant légitimée en vue du sauvetage d'une société qui a toujours été fondée sur la

distanciation. L'abandon de l'espace réel, par les êtres humains confinés et obligés de se réfugier dans le monde virtuel, n'appartiendrait plus qu'aux marchandises.
Au fond la circulation humaine, « *sous-produit de la circulation des marchandises », serait finalement devenue superflue, et le monde en entier livré aux « marchandises et leurs passions* » (Debord, §168 et §66). Du point de vue de la lutte anticapitaliste, nous pouvons transformer la distanciation sociale en « effet de distanciation » (*Verfremdungseffekt*) selon un énoncé de Brecht. C'est-à-dire dans le sens d'une rupture avec l'idée de l'autonomisation de la société du spectacle et de ses *illusions*, dont celle de l'économie capitaliste, axée sur la reproduction insensée et incessante de valeur abstraite en dépit de la vie. Ce que nous offre cette distanciation, en relation à la société capitaliste, est une certaine opportunité de repenser objectivement, de manière critique, les séparations au sein du système et les bornes imposées par celle-ci à la vie quotidienne.

Enfin de compte, il est clair la nécessité d'un mouvement mondial émancipateur face au système capitaliste qui plonge l'humanité dans un processus de destruction tant écologique qu'anthropologique, de barbarie, dont les adulateurs s'animent comme les grands prêtres de son culte de mort. Toute la question est d'encourager les mouvements sociaux et politiques au niveau mondial à trouver des formes de reproduction sociale en-deçà de cette socialisation capitaliste totalitaire. Telle est la voie qu'exige raisonnablement aujourd'hui la lutte qui pourrait être à présent axée sur la formulation d'une réaction au désastre en cours.

Fondation Ismé-Philoctète, lakou zansèt yo.

Mars 2020

Le film **Kenbe la, jusqu'à la victoire** a inspiré de manière très forte et pousse à poser la question, comment pourrait-on mettre en pratique les propos qui y sont véhiculés? Moi et Chantal avons réfléchi à cette question fondamentale pendant les dernières semaines de la projection du film. Nous vous proposons un petit texte qui pourrait vous éclairer et qui pourrait susciter débat et réflexion. Ce n'est rien d'autre qu'un document de base, de travail qui pourrait être enrichi avec votre participation concrète à la mise sur pied de cette fondation. Nous savons tous et toutes les difficultés à faire quelque chose de merveilleux pour notre Haïti chérie. Mais nous savon aussi que certains.e.s plusieurs d'entre nous sont prêts à mettre les mains à la pâte, à offrir une possibilité de créer un autre mode de vie, une nouvelle façon de voir l'avenir pour notre peuple. Nous vous invitons à prendre en main ce projet, à le concrétiser. Nous n'inventons rien, nos ancêtres ont mis les bases de cette façon de vivre. N'avons-nous pas le devoir et l'intelligence de le renforcer par l'apport des savoirs nouveaux développés par la science moderne, les nouvelles technologies respectueuses de la vie, de la nature, de l'être humain et des animaux. Le paradis est en nous et tout autour de nous, oui, nous voulons créer de nouveaux EDENS.

Qu'est qu'un lakou?

Si l'on remonte au 16e siècle, au moment où les premiers marrons autochtones et à la première fuite des marrons africain.e.s débarqué.e.s dans la colonie d'Hispaniola, les formes d'organisation spatiale rjetaient les bases des lakous. En effet, ils regroupaient des individus sur de petites surfaces généralement organisées autour d'un patriarche/matriarche qui était en même temps leaders lors des incursions sur les plantations des colons, mais aussi prêtres/prêtresses de ce qui va devenir le vaudoun. Cette forme proto organisationnelle se développera en mettant en place une certaine production collective et une forme de partage égalitaire. Ainsi on peut dire que déjà la question du vivre ensemble prenait forme et permettait aux gens qui vivaient dans cet espace de construire la liberté qu'ils et elles revendiquaient face au régime d'exploitation esclavagiste et colonialiste. Telle est la base historique du lakou.

Au 18e siècle, dès 1792, le premier lakou en tant que tel était implanté dans l'Artibonite, à savoir le **lakou Badjo**. Ce lakou ancestral est axé sur les pratiques mystiques et a conservé cette caractéristique que l'on retrouve dans les autres lakous à travers le pays. Le lakou ancestral est formé autour d'un patriarche, le hougan ou d'une matriarche, la mambo qui assure la coordination de presque toutes les activités et des décisions particulièrement quand il s'agit de questions qui concerne les cérémonies vaudou et ou d'un des membres du lakou. Cette forme d'organisation spatiale et familiale élargies constitue la forme de base que nous retrouvons encore à travers le pays. Le la lakou traditionnel est surtout sacré, c'est-à-dire qu'il valorise la foi des habitant du lakou et des autres personnes qui le fréquentent et qui sont d'ailleurs aussi membres du lakou même s'il s'agit de personnes qui n'y sont pas nés mais qui reconnait leur appartenance au lakou pour diverses raisons. La production collective est organisée de manière à ce que les fruits sont partagés entre les habitants du lakou. Cette forme de production de subsistance ne possède pas vraiment une structure qui vise pleinement le marché. Ce type de lakou est surtout dédié aux service des divinités, dont l'une est généralement dominante dans les pratiques des personnes qui fréquentent le lakou.

Qu'est qu'un nouveau lakou ou néo-lakou?

Sur la base du lakou ancestral, il est créé de nouveaux lakous qui gardent certaines caractéristiques du lakou traditionnel. Mais, il n'est pas un lakou ancestral dans la mesure où il regroupe des gens dont l'intentionnalité est de vivre ensemble sans forcément appartenir à la même famille. Le nouveau lakou priorise la production sur la base de l'agroécologie en permaculture. Ce projet anti hégémonique vise l'autonomie et la construction de contre-pouvoir. Autrement dit, il s'inscrit dans une dynamique politique, économique et sociale où les décisions sont prises démocratiquement. À titre d'exemple, un budget participatif met en branle l'ensemble de la communauté, même les enfants ont le droit de parole comme les autres membres adultes. Le nouveau lakou est une structure organisée par les habitants de manière permanente. En quelque sorte, c'est une forme d'organisation qui n'est pas inconnue du peuple haïtien; il est intrinsèque à l'histoire d'Haiti. Il sera facilement mobilisable afin de créer non seulement une abondance de produits mais qui permettrait aussi l'existence d'un revenu de base pour chaque membre ayant 18 ans et plus. Ce concept et cette réalité pratique reconnaissent que l'être humain haïtien pour renforcer sa liberté devrait constituer non seulement un mode vie collectif basé sur des règlements démocratiques qui assurent la survie du lakou mais surtout sur l'amour, le respect, la solidarité, l'harmonie, le bien être. Les modalités du vivre ensemble dépendent évidemment de chaque lakou en particulier. Mais, il y a une base commune qui unifie les structures organisationnelles des nouveaux lakou, à savoir la volonté de créer le nouveau lakou et d'y vivre en harmonie avec la nature.

Comment implanter les nouveaux lakous?

La question fondamentale est la question de la terre. Plusieurs possibilité existent.

1. On pourrait commencer par contacter des organisations paysannes qui possèdent des terres. Par exemple, sur une centaine d'hectare on pourrait avec une organisation paysanne mettre à la disposition des pionniers, soit 150 personnes dont 30 familles, 5 hectares qui disposeront de maison, d'un jardin "pre kay" (à proximité de la maison) et d'un jardin collectif. Ce modèle est expérimenté dans le Plateau Central sur les terres du mouvement des paysans de Papaye à Lacordaire.
2. L'autre option est de rassembler des paysans ou des personnes disposant de terre et constituer un lakou. Si plusieurs personnes dans le même lieu-dit mettent leurs terres ensemble elles pourraient constituer un nouveau lakou même si elles n'atteignent pas le chiffre standard de 150 personnes et de 5 hectares. Car, le minimum requis pour un nouveau lakou est de 1 hectare. L'implantation de nouveau lakou qui vise l'autonomie et la construction de contre-pouvoir devrait développer une synergie avec la communauté avoisinante. Le nouveau lakou n'est pas une structure en autarcie, au contraire les membres des nouveaux lakous qui constituent des formes de sanctuaire devraient influencer les autres personnes vivant aux alentours à constituer ces structures. Autrement dit, ce projet de nouveau lakou est aussi un projet politique qui s'inscrit dans la dynamique du mouvement social d'abord de la paysannerie, mais qui reste ancré dans la lutte du peuple haïtien.
3. Une personne disposant de terre et qui voudrait valoriser ces terres dans cette perspective de nouveau lakou pourrait être un atout pour l'avancement de cette vision du monde axée

sur le vivre ensemble. Par exemple, une personne pourrait mettre à la disposition de fondateurs/fondadrices ou de pionnier.ère.s ses propriétés afin de créer un nouveau lakou. Certes, ceci pose la question juridique du statut de cette démarche. Dans mon cas, la famille dispose de 5 hectares dans les hauteurs des montagnes du morne des Commissaires dont je suis disposé à les mettre à la disposition des personnes qui voudrait mettre en place un nouveau lakou.

Conclusion

Le concept de nouveau lakou est en synergie avec la dynamique sociétale en mouvement en Haïti actuellement. C'est ce que l'on pourrait appeler une utopie concrète car, ils sont déjà là dans plusieurs départements du pays comme par exemple à Hinche ou il en existe 6, dans la Grand'anse ou il en existe 5, Dans le Sud idem ainsi que dans le Sud'est. L'exemple vivant que nous pouvons vérifier, visiter se trouve dans le Plateau Central à Hinche dans la localité de Locataire. Il porte le nom d'écovillage numéro 1. S'il y a une voie concrète réalisable aujourd'hui, c'est grâce à nos ancêtres qui nous ont rappelé.e.s qu'anthropologiquement les êtres humains ont vécu dans de petites communautés autogérées et qui peuvent atteindre l'abondance, la sécurité et le vivre ensemble dans l'harmonie avec la nature, les humains et les animaux.

Les fondements d'une alternative : les néolakous

18 mai 2016[1]

Dans ses œuvres, Marx ne nous a pas laissé le mode d'emploi pour sortir du capitalisme. Or, les tentatives historiques de « construction du socialisme » au XXe siècle n'ont été qu'une « modernisation de rattrapage » du capitalisme. Il semblerait que la conquête du pouvoir d'État ne fait que reproduire la domination des catégories du capitalisme, à savoir la marchandise, le travail abstrait, la valeur, l'argent et l'État. Le mouvement d'émancipation ne semble disposer d'aucune référence constituant un modèle de dépassement de la dynamique historique de la production industrielle capitaliste. L'histoire nous a enseigné que la conquête de l'État par une « avant-garde » dont l'objectif est d'accélérer la « transcroissance vers le socialisme » n'est en fait qu'une illusion politique et n'aboutit qu'aux échecs stratégiques du mouvement émancipateur. Dès lors, peut-on penser une alternative au capitalisme, qui serait enracinée dans les pratiques socio-historiques et culturelles de lutte de classes des masses populaires haïtiennes ?

En effet, notre pays s'enfonce dans une crise généralisée en lien avec la crise du capitalisme globalisé. Les classes populaires, tant dans les campagnes que dans les villes, sont les plus affectées. En même temps malgré sa position de dominé, le «pays en-dehors», en fait les petits et moyens paysans et leurs alliés, les sans terre, ainsi que les classes populaires urbaines peuvent, paradoxalement, changer les rapports de forces en leur faveur. De leur position de subalternes, il s'agit d'articuler la dynamique d'appropriation populaire des forces productives respectueuses de la vie et de la nature à une nouvelle éthique (anti)politique ainsi qu'une nouvelle vision de la lutte révolutionnaire qui ne se réduit pas, seulement, à prendre le pouvoir d'État par un parti ou un leader charismatique.

« État de droit »?

L'État n'est pas un simple lieu ou une chose malléable à volonté, mais un rapport social où s'entremêlent institutions et appareils qui reproduisent en permanence la dynamique d'expansion et de dépossession engendrées par le capital. La démocratie représentative ne saurait être, alors, la démocratie des dominés, mais celle des dominants : c'est la démocratie du capital ou plutôt la dictature du capital. Elle exclut les masses populaires au lieu de les inclure. En fait, les élections, inscrites dans le champ de la lutte des classes, offrent aux « citoyens et citoyennes » la possibilité de choisir un représentant qui se charge de parler à leur place. Ainsi ces derniers s'excluent eux-mêmes. Autrement dit, nous entretenons la séparation de la société entre représentant et représenté, ce qui reflète une autre plus profonde entre dominant et dominé. En tant que « sujet », nous remettons notre destin entre les mains de politiciens qui se différencient du reste de la majorité du peuple. Ils parlent en notre nom, mais au fond ils règlent leurs affaires, dans leur propre langage avec leur logique qui est celle de leur position de pouvoir. La soi-disant démocratie représentative et les « élections honnêtes » ne sont que les termes de référence de la domination des classes dominantes. Les élections-sélections à tous les niveaux ne sont rien d'autre que le partage du pouvoir en fonction des intérêts stratégiques des dominants locaux et

[1] Texte publié dans *Haïti-Liberté,* 18 mai 2016

internationaux. Comme l'a écrit le sous-commandant Marcos dans le Monde diplomatique d'août 1997[1] :

> La politique, en tant que moteur de l'État-nation, n'existe plus. Elle sert seulement à gérer l'économie, et les hommes politiques ne sont plus que des gestionnaires d'entreprise. Les nouveaux maîtres du monde n'ont pas besoin de gouverner directement. Les gouvernements nationaux se chargent d'administrer les affaires pour leur compte. Le nouvel ordre, c'est l'unification du monde en un unique marché. Les États ne sont que des entreprises avec des gérants en guise de gouvernements, et les nouvelles alliances régionales ressemblent davantage à une fusion commerciale qu'à une fédération politique. L'unification que produit le néolibéralisme est économique ; dans le gigantesque hypermarché planétaire ne circulent librement que les marchandises, pas les personnes.

En relisant la critique radicale que Marx effectue des catégories du capitalisme, il importe aussi de questionner les représentations idéologiques qui dominent dans la société bourgeoise. Fondamentalement, elles se trouvent dans le discours de l'économie qui véhicule, dans l'imaginaire, l'occultation de l'interdépendance sociale en la renvoyant hors du discernement des « sujets », dans la production marchande, l'échange, le marché. La socialité ne fonctionne que sous la forme de droits abstraits, de moralité abstraite. L'État haïtien, qui en première instance devrait réguler la marchandisation de la force de travail, cède le rapport capital/travail aux aléas de la concurrence, sans égard à un salaire minimum. Les travailleurs sont simplement abandonnés au sein d'une totalité qui suce leur sang. Il faut comprendre que le capitalisme a un esprit. Son esprit institutionnalisé est fondé sur l'abstraction des attributs sociaux humains. Ceux-ci sont substitués par la médiation de l'économie, de la production pour la production, du travail, de la valeur. En ce sens, Marx insiste sur la dimension sociale de toute activité, de toute pratique que « *l'ontologie libérale s'applique à nier* »[2].

Par ailleurs, la compétition entre les capitaux, dans le cadre du capitalisme globalisé et financiarisé, les pousse à s'installer là où ils pourront poursuivre leur recherche folle de profit. Ce besoin vampirique est le moteur du capitalisme et encourage à mettre en mouvement« des innovations technologiques » qui permettent d'économiser du travail vivant. C'est à dire, produire plus en moins de temps. Signalons que *« Les technologies ne créent pas de la valeur nouvelle : seul le travail humain au moment de son exécution a ce pouvoir»*[3]. Or, l'État haïtien mise sur les capitaux étrangers pour développer les « forces productives » axées sur les sweatshops ou zones franches d'exportation (ZFE), l'agro-business et l'exploitation minière. Pour ce faire, les dominants tentent par tous les moyens licites et illicites de mettre à genoux les classes populaires.

---

[1] En ligne : http://www.monde-diplomatique.fr/1997/08/MARCOS/4902

[2] Éric Martin. 2013. *L'esprit des institutions. Le problème de la médiation institutionnel dans la théorie critique contemporaine.* P, 246. Thèse de doctorat. En ligne : [https://www.ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/23638/3/Martin_Eric_2013_these.pdf

[3] Anselm Jappe. 2014. *Éloge de la « croissance des forces productives » ou « critique de la production pour la production »?* En ligne : http://raisons-sociales.com/articles/eloge-croissance-forces-productives-critique-production-production-double-marx-face-crise-ecologique/

Séparation des producteurs avec leurs moyens de productions

Dans cette veine ouverte, le premier acte, dans l'extension du capitalisme consiste à déposséder les paysans de la terre. Ce déploiement du système capitaliste, aujourd'hui dans sa phase néolibérale, est une stratégie d'affaiblissement des États-nation pour dominer les peuples et les sociétés. Cependant, dans un pays comme Haïti, la séparation, la dépossession des paysans n'est pas arrivée à terme, de façon systématique. Le deuxième acte consiste à séparer les villes des campagnes. La dynamique du capitalisme structure les villes de manière que celles-ci subordonnent la campagne tout en appauvrissant les paysans qui, ainsi, deviennent une potentielle main d'œuvre à bon marché. Donc, il faut vider les campagnes, déposséder les paysans et les transformer en ouvrier taillable et corvéable. La logique du capital est bien un processus permanent qui vise à retirer les agriculteurs de la terre. Chaque jour, pendant des décennies, des siècles, partout dans le monde, le capitalisme arrache les paysans à leur mode de vie pour créer une réserve de main d'œuvre qui, paradoxalement, tend à devenir inutile, superflue quant à la trajectoire de développement techno-économique du capitalisme globalisé, cybernétique, et financiarisé.

Cette forme d'exclusion, de négation historique, nous a permis de découvrir, justement, qu'elle porte, dialectiquement, en elle-même la puissance sociale qui lutte contre la subordination au capital. Cela signifie que les forces sociales du peuple en dehors est une possible alternative qui serait capable d'empêcher le capitalisme de séparer complètement les travailleurs de la terre avec la production de leur vie. Dans ce contexte, il est important que la stratégie émancipatrice soit dirigée sur la création de l'autonomie des cultivateurs sur les terres qu'ils cultivent. L'appropriation des forces productives, une certaine technologie adaptée aux réalités de l'autonomie, est un atout fondamental. Il renforce la vie du paysan et sa force collective de lutte, d'opposition. Ainsi, la création de communautés autonomes, les néolakous, dans les campagnes, et dans les villes, se conjugue avec organisation de la lutte contre le capitalisme globalisé.

Forces sociale et politique des néolakous

Parce que les petits et moyens paysans constituent une force sociale et politique, nous soutenons qu'ils ont un rôle historique au XXI^{e} siècle dans le processus de lutte des classes et de construction des contre-pouvoirs populaires face à l'oligarchie, l'État haïtien et les impérialismes. De cette manière, se transforme ce qui était négation historique du peuple en-dehors par l'exclusion, l'isolement, en possibilité de renversement de la négation. À la forme de domination impersonnelle des catégories abstraites au fondement du capitalisme globalisé (Temps, travail, marchandise et valeur)[1] se juxtapose celle de la domination directe des grands propriétaires terriens capitalistes et féodaux (Grandon) et des agents de l'État (Députés, sénateurs, maires etc.). Ainsi, les luttes d'émancipation, dans les périphéries du système capitaliste, ne peuvent considérer les pays capitalistes avancés, les pays du centre, comme horizon, comme modèle. Le premier objectif stratégique des acteurs populaires consiste à « camper » en face du pouvoir d'État, un projet contre-hégémonique. Pour ce faire, il s'agit d'engager « une guerre de position »

[1] « Repenser la critique du capitalisme à partir de la domination sociale du temps et du travail. Entretien avec Moishe Postone réalisé par Stephen Bouquin ». En ligne : http://sd-1.archive-host.com/membres/up/4519779941507678/Grand_entretien_avec_Moishe_Postone_Repenser_la_critique_du_capitalisme_2.pdf

et de créer une situation de double pouvoir. La durée de ce rapport de forces dépend de la manière dont les luttes vont évoluer entre les communautés autonomes, les néolakous, et l'oligarchie alliée des impérialistes.

En Haïti l'oligarchie et le capital étranger ne sont pas parvenus à éliminer totalement la petite et moyenne production agricole. Ce terrain de luttes reste donc ouvert pour une nouvelle approche de l'agriculture qui pourrait s'articuler aux connaissances scientifiques disponibles aujourd'hui, en ce qui a trait à la production agricole sur de petites superficies rassemblées en réseau de mise en commun. Plusieurs expériences montrent qu'il est possible de soutenir l'agriculture biologique intensive en permaculture et développer les forces productives qui ne détruisent pas la nature tout en augmentant la production. Cette démarche, qui s'inscrit dans la construction de relations sociales de contre-pouvoirs face à l'État, veut ouvrir le chemin pour sortir des réseaux de relations politiques traditionnelles semi-féodales et capitalistes. La démocratie représentative n'a pour raison d'être que de renforcer ce réseau de pouvoirs des dominants sur les travailleurs et la société. Dans cette perspective, l'idée est de fonder une autre démocratie qui ne se réduit pas à la sphère politique seulement, mais qui s'applique tant au niveau économique que social et culturel. Une démocratie basée sur l'individu, la collectivité et qui arrose les nouvelles communautés autonomes ou néolakous établies dans les sections communales.

C'est pour cette raison que la matrice du lakou, la vie communautaire, constitue une dynamique dans laquelle émerge dans la lutte la conscience radicale du mouvement réel de notre tradition primordiale. Elle se conçoit comme une communauté générique qui habite en chacun de nous, consciemment ou inconsciemment. Cette communauté en se transformant, par l'apport de forces productives respectueuses de la vie et de la nature, en néolakous, veut, pour épanouir notre humanité, que les êtres humains vivent dans une communauté humaine intégrale. Ce mouvement réel des luttes, des désirs, nous traverse de part en part pour renouer avec notre être commun qui remonte au temps d'avant l'esclavage des Taïnos et des Africains. Ainsi, il ne s'agit pas de découvrir une alternative à la grande détresse généralisée du capitalisme en reprenant ses catégories, mais plutôt impulser un mouvement qui vise leurs abolitions. Les néolakous veulent reconquérir des pratiques sociales historiques de l'humanité avant la dépossession des humains des moyens de production de leur vie. Ils placent les hommes, les femmes et les enfants dans une perspective de désaliénation en procès, de réappropriation des puissances que nous avons créées et qui dans ce monde capturé par la dynamique de la valorisation de la valeur, le capital, nous détruit ainsi que la nature. Selon Marx : « *Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions de production matérielles et les rapports de distribution de la société sans classes.* »[1]

De ce point de vue, le mouvement social, constitué en contre-pouvoir dynamique, engage les transformations contraires à la subordination, à la dictature des marchés et de l'État. Il crée d'autres rapports de forces. D'où le second objectif stratégique qui est de faire disparaitre les liens de domination en mettant les bases matérielles pour pousser le plus loin que possible, chaque jour, les actions qui visent à éliminer toute forme de domination de la société marchande.

[1] Karl Marx. 2011. *Manuscrits de 1857-1858,* dits « *Grundrisse* ». Chapitre sur l'argent, Tome 1, Éditions 10/18, p.157-158.

Toute cette période porte la marque des associations des producteurs et de leurs multiples créativités. Ainsi, elles pourront prendre en main leur destin, leur propre pouvoir sur la vie par leur « puissance d'agir ». Car, « *Nous ne pouvons pas nous associer avec des gens qui disent ouvertement que les travailleurs sont trop ignorants pour se libérer eux-mêmes et doivent être libérés d'en haut.* »[1] Les germes de cette révolution, éparpillée dans le pays en-dehors, s'ouvrent au monde dans une perspective internationaliste et modifient les rapports de forces face aux dominants. Dans le combat de chaque jour, pour reprendre nos capacités à produire de façon autonome, contre le système capitaliste, pour la liberté et le bien-être, la violence des puissants de ce monde est infinie.

Contre-pouvoirs et autonomie populaire

L'autonomie est la mise en acte de la puissance d'agir de la liberté par la construction des conditions matérielles de l'émancipation humaine, du bien-être. Cette notion nous permet de prendre en considération, d'une part le développement des forces capables de remettre en question l'hégémonie de l'oligarchie et des impérialismes. D'autre part, de construire les fondations matérielles et spirituelles d'un autre monde dont les piliers sont la démocratie directe communautaire à partir des conseils de développement des assemblées des sections communales. C'est bien en ce sens que la constitution des contre-pouvoirs populaires à comme forces sociales les classes populaires, le peuple en-dehors. L'ancrage territorial désigne le déploiement dans les sections communales, en partant des habitations, des lakous en vue de les transformer en néolakous. La construction des contre-pouvoirs devrait créer un encrage politique d'autodéfense. Le temps et l'espace de cette construction, son rythme doit le plus que possible éviter la confrontation directe avec les forces contraires, les forces rétrogrades : classes dominantes, l'État capitaliste et les impérialistes.

Ainsi, l'encrage social sera capable de se renforcer en solidarité avec les mouvements sociaux sur le plan international et de développer une alliance avec les intellectuels progressistes afin de renforcer l'encrage culturel au niveau local et national. D'où l'idée d'appliquer une stratégie générale de transformation sociale en dehors de l'État et la construction de différents espaces de contre-pouvoirs populaires. Il s'agit d'éclore des projets contre-hégémoniques qui bâtissent des contre-pouvoirs issus de la volonté des hommes et des femmes lucides. Le peuple dominé est spontanément contre l'exploitation de l'Homme par l'Homme. Les classes populaires deviennent, chaque jour, de plus en plus, conscientes que tout ce que fait la société dominante au niveau politique, économique, social et culturel ne les concerne pas. D'ailleurs, depuis plus de deux cent ans ils n'ont rien bénéficié de la société féodale et capitaliste. Le peuple dominé a le sentiment qu'il vit encore au lendemain de 1804.

L'autonomie populaire signifie la mise en place de contre-pouvoirs qui permettent de développer l'appropriation sociale des forces productives par le peuple en-dehors, c'est-à-dire l'ensemble des hommes et des femmes conscients inscrit dans une dynamique antiféodale et anticapitaliste. L'autonomie, à partir de la base, des lakous et néolakous, des habitations, des localités, des sections communales, aux niveaux économiques, politiques, sociaux et culturels, concerne

[1] Jérôme Baschet. 2009. *Construire l'autonomie : le commun sans l'État. L'expérience zapatiste*. Citation de Karl Marx : *Critique du programme de gotha*. En ligne :http://www.editionspapiers.org/publications/construire-l-autonomie-

fondamentalement les territoires stratégiques de la révolution en partant du pays en-dehors. Ce processus une fois engagé s'oriente vers la prise du pouvoir sur notre économie, notre agriculture, notre éducation nos connaissances locales, notre médecine, notre justice, notre cosmogonie, notre architecture etc. Cette démarche permettra la mise sur pied d'un ensemble de réseau national qui aura l'appui des révolutionnaires au niveau international. Il s'agit de mener une lutte locale à partir des habitations, avec pour objectif la création de sanctuaires qui seront autant d'espaces de liberté et de bien-être: Les« néolakous » dont les piliers sont l'autogestion, l'expérimentation sociale et l'innovation.

« Conscience sociale »

En générale, la problématique de la conscience de classe peut être posée à partir de deux catégories philosophiques : la classe en soi et la classe pour soi. « Classe en soi », ensemble d'individus qui la compose et qui y joue un rôle identique dans le processus de production de biens matériels. Mais, n'est pas « Classe pour soi » quand les individus qui la composent n'ont pas encore accédé à la conscience de leurs intérêts de classe, ni aux luttes politiques au nom de leur objectif de classe. Champs de la lutte des classes, où se livre le combat pour l'hégémonie politico-idéologique, « la conscience sociale » prend un caractère mondial, ici et aujourd'hui, de luttes pour l'appropriation concrète des capacités objectives de la réalisation de l'être humain, c'est-à-dire l'émancipation de l'humanité de toutes les aliénations du capitalisme. Les expériences concrètes du XXe siècle, au cours de leur développement, eurent à se heurter à la problématique fondamentale de la conscience sociale dans l'action politique. Donc, à la forme organisée de cette conscience sociale, le parti politique, capable de la cristalliser pour mener les actions nécessaires en vue d'atteindre des objectifs de conquête du pouvoir d'État. La question aujourd'hui n'est pas de savoir qui va prendre le pouvoir d'État, mais sa remise en question en tant que pouvoir des dominants. Il s'agit de créer maintenant une « civilisation » fondée sur la reconnaissance de relations entre les humains qui ne correspondent pas aux rapports de domination.

« Forme-parti »

La normalisation du fonctionnement des partis politiques est une question cruciale pour l'État, pour la démocratie représentative. Leur principal objectif est de s'emparer du pouvoir d'État, ainsi, ils instrumentalisent les luttes populaires en inscrivant dans leurs programmes des axes qui tendent à réformer le système capitaliste puisqu'ils sont institués en fonction de l'État capitaliste. Donc, pour être efficace le parti doit créer en son sein des niveaux hiérarchiques qui ressemblent à ceux en vigueur dans la société. C'est ce qui explique que nos partis, mêmes progressistes, reflètent notre société. La forme-parti suppose une structure organisationnelle qui reflète l'État, sinon elle n'a pas de sens en dehors de l'État. Les révolutionnaires, en Haïti, qui optent pour cette voie, partent perdant, car la logique du pouvoir devient la logique du révolutionnaire malgré toute la bonne volonté affichée.

Généralement, les personnes engagées dans cet impasse ne se rende pas compte à quel point leur pensée et leur comportement sont dictés par la logique même des positions de pouvoir, de la domination et de la subordination. Les activités militantes en se réduisant à la conquête du pouvoir les formatent à partir de concepts élaborés seulement pour exercer le pouvoir. Or, la lutte contre le système capitaliste ne vise pas à établir un autre pouvoir mais à changer cette

société en créant une autre où il n'existe aucune forme de pouvoir sur les Hommes. L'échec des révolutions du XX^{e} siècle est dû, entre autres, à l'illusion que les révolutionnaires pourraient bâtir une société nouvelle avec les moyens, les relations de pouvoir de l'ancienne société. L'idée traditionnelle de créer un parti en formant des cadres ensuite passer à l'assaut du pouvoir et à partir de l'État dit révolutionnaire changer la vie des dominés à échouer. Cet échec pousse plus d'un à affirmer que la révolution est impossible, c'est la fin de l'histoire. L'idée de prendre le pouvoir d'État ne tient pas compte de l'objectif qui est de faire disparaitre les rapports de domination, de pouvoir. La révolution consiste à rompre les relations de pouvoir, à remettre en question le rapport révolution et conquête du pouvoir d'État. Aujourd'hui, il s'agit de donner un contenu nouveau au concept de révolution en constituant une force sociale et politique de combat et de construction de la liberté, du bien-être sur la base du bien commun avec les formes organisationnelles enracinées dans les pratiques socio-historiques et culturelles des classes populaires.

Conclusion

Le capitalisme est une dynamique qui se reproduit en assujettissant en permanence le travail vivant. L'argent-fétiche domine la vie des masses et crée chaque jour d'avantage de pauvreté, de misère, de violence et de « marchandisation » même des élections et des électeurs. La critique radicale marxienne, de l'économie et du travail, qui les appréhende en tant que sphère totalisante des médiations sociales, est la seule base réaliste pour sortir du capitalisme globalisé. Comme le remarque, justement, Anselm Jappe, cité par Clément Homs :*« La seule chance est celle de sortir du capitalisme industriel et de ses fondements, c'est-à-dire de la marchandise et de son fétichisme, de la valeur, de l'argent, du marché, de l'État, de la concurrence, de la Nation, du patriarcat, du travail et du narcissisme, au lieu de les aménager, de s'en emparer, de les améliorer ou de s'en servir.* »[1]. Cette lutte pour l'émancipation ne pourra se matérialiser qu'à partir de rudes batailles. Il est clair qu'il faut engager la lutte sur le terrain de l'imaginaire des gens. Mieux, il faut dépasser l'identification populaire de l'abondance marchande avec la richesse réelle « *possible de la vie* »[2].

[1] Clément Homs. 2011. « Crédit à mort. La décomposition du capitalisme et ses critiques. Recension du livre d'Anselm Jappe ». En ligne : http://variations.revues.org/107

[2] Anselm Jappe. 2014. *Éloge de la « croissance des forces productives » ou « critique de la production pour la production* »? En ligne : http://raisons-sociales.com/articles/eloge-croissance-forces-productives-critique-production-production-double-marx-face-crise-ecologique/

Haïti : imaginer la« grande transition »

17 mai 2019

« [Dans une société émancipée future] l'économie doit être la servante de la société consciemment dirigée, doit perdre son immanence, son autonomie, qui en faisait proprement une économie ; elle doit être supprimée comme économie ».

Georg Lukacs[1]

Le spectacle de la société marchande, au bout de son dément vacarme, vacille sur ses bases et arrive au bord de l'effondrement. La scène où se joue le devenir de la planète, de l'humanité change négativement et il devient ardu de dégager une vue d'ensemble de la société que nous désirons dessiner pour l'avenir. Les mêmes vieilles recettes, dictées par la banque mondiale (BM), le fonds monétaire international (FMI) et les autres institutions du capitalisme globalisé caractérisent les options politiques de la droite à la gauche du capital. En même temps, d'un côté, le système de la double oligarchie politique et économique est coincé dans une impasse historique. De l'autre côté, les alternatives, à ce système à bout de souffle, semblent elles-mêmes essoufflées.

Pourtant, toute démarche qui voudrait la refondation d'une société nouvelle en Haïti, émancipée des contraintes du capitalisme, devrait articuler d'une part, une conception originale de la place de l'haïtien dans le cosmos, dans son environnement et dans le monde du vivant ; et, d'autre part, un projet sociétal pour le monde d'aujourd'hui et la perspective d'une société à venir. Tout cela en vue de l'avancement de l'être humain haïtien. Cet être humain, enchâssé dans la société actuelle, est une individualité insérée dans un collectif caractérisé par les deux systèmes principaux, complémentaires, de la société contemporaine, à savoir l'économique et le politique. Ces systèmes sont eux-mêmes déterminés par la dynamique abstraite des catégories au cœur du développement historique du capitalisme. Il s'agit de dégager, à partir de notre situation actuelle, historique, et de notre savoir, les exigences d'une pratique révolutionnaire. Mais, nous sommes dominés par une forme de vie sociale où le système déterminant est l'économie. Selon André Gorz «C'est en vain qu'on chercherait à distinguer la rationalité capitaliste de la rationalité économique»[2]. Car, capitalisme, ce « fait social total », et économie riment avec la même rationalité : diminution des coûts et augmentation des gains, tendre toujours vers plus d'efficacité et de profits. Les deux concepts articulent une conception technicienne du monde dissimulant toute perspective symbolique, tous rapports qualitatifs entre les humains, ne se préoccupant ni d'éthique ni de bien commun, remplaçant tout cela par la mécanique quantitative des échanges marchands, à savoir l'économique. Alors, peut-on penser la société nouvelle au-delà des schémas rabâchés qui ne font que reproduire le système de la double oligarchie?

L'économique est un système propre à la société moderne ou mode de vie capitaliste. Toutes les activités humaines tournent aujourd'hui autour des catégories de l'économie : argent, PIB, investissement, retour sur investissement, croissance, profit, etc. L'économie vise à concentrer, en tant qu'économie, tous les secteurs de la vie sociale. Cette dynamique purement moderne

[1] Georg Lukacs. 1960. *Histoire et conscience de classe*. Les éditions de Minuit.

[2] Gorz André. 2004. *Métamorphose du travail. Critique de la raison économique*. Collection Folio essais (n° 441), Gallimard, p. 154

trouve sa justification dans les idéologies économiques libérales qui cherchent à la naturaliser, à la transhistoriciser en vue de maintenir indéfiniment le système capitaliste.

Cette dite « économie » surgie dans la modernité capitaliste il y a environ cinq siècles, et spécifiquement au moment où apparait le mouvement des enclosures au XVIIème siècle anglais. Elle s'affirme d'abord sur le plan juridique et ensuite lors de la propagation des manufactures, surtout pendant la première révolution industrielle en Europe. Elle est née d'un processus d'abstraction qui s'est répandu graduellement à tous les aspects de la vie : conscience, culture et société. Au niveau de la conscience, cette dynamique de l'abstraction va inciter à la mise en place d'une rationalité qui au fur et à mesure va se transformer en réductionnisme et en scientisme. Sous le plan culturel, elle attesta de l'universalité des droits de l'homme tout en produisant l'individualisme et le nihilisme. Dans le domaine social, ce processus a été la source de valeurs démocratiques tout en soumettant les rapports sociaux à des échanges marchands. L'économie, dans laquelle nous vivons tous et toutes aujourd'hui, est en fait une forme de vie sociale de type fétichiste, spécifiquement lié aux seuls rapports capitalistes. Elle est le référent essentiel qui nous permet de saisir la réalité de l'organisation de la reproduction matérielle des humains ainsi que leur socialisation autour des catégories de travail, d'argent, d'investissement, etc.

L'économie en tant que création humaine s'est émancipée, autonomisée, pour en fin de compte apparaitre devant nous comme une réalité objective qui en retour nous domine. C'est en définitive, les marchandises, l'argent, la croissance et le PIB qui remplacent les totems, les statuettes, les objets sacrés qui nous semblaient posséder un pouvoir surnaturel. C'est en ce sens que l'économie peut être considérée comme une « structure religieuse parmi d'autres », c'est-à-dire qu'il faut comprendre « l'économique comme signification imaginaire sociale structurant la modernité. J'entends par là, à la suite de Max Weber et de Cornelius Castoriadis, l'ensemble des valeurs et des présupposés historiques et culturels sur lesquels repose l'occident moderne[1].». Marx parle ainsi du « fétichisme de la marchandise. ».

Dans les sociétés précapitalistes, mieux non-capitalistes, en fait, il n'existait pas une économie telle qu'on la comprend aujourd'hui. Au fond, elles ont existé en-dehors de ce que la modernité capitaliste nomme économie, parce que la vie sociale n'était pas construite, charpentée par l'échange et le travail. La conception du « travail », le travail comme forme capitaliste du métabolisme avec la nature qui sous-tend l'économie, dans la société capitaliste, n'est plus cette activité que les êtres humains ont accomplie pour subvenir à leur besoin et vivre avec le monde de manière harmonieuse. Le travail est dans le monde capitaliste une abstraction, une dépense physique d'énergie, de muscle, de cerveau, de nerfs (Marx) comptée en unité de temps. Cette abstraction place toutes les activités concrètes sur le même plan sans égard à leur contenu. Car l'objectif est de produire pour que le capital puisse s'accroitre indéfiniment et non pas produire pour satisfaire un besoin spécifique. Le travail, en tant qu'activité aliénante, apparue dans l'histoire avec le capitalisme, est aussi peu naturel et éternel que l'économie.

En effet, la pensée dominante a tendance à faire croire que les êtres humains ont toujours été des « Homo economicus » et les échanges feraient donc partie d'une prétendue « nature humaine ».

[1] Serge Latouche. *Invention de l'économie.* Avant-propos. En ligne : http://excerpts.numilog.com/books/9782226158864.pdf

Cette naturalisation de l'économique n'est rien d'autre qu'un transfert du contexte social capitaliste sur des formations sociales passées. Il faut bien comprendre que le capitalisme est un phénomène, est un mode de production, pas seulement économique, mais un ensemble de relations sociales qui a sa propre histoire et qui a créé une rupture dans l'histoire. C'est-à-dire qu'il s'est construit à un moment spécifique et donc il dispose de caractéristiques spécifiques. En ce sens, il est crucial d'éviter de lire toutes les formes de vie sociale, qui ont existé depuis la préhistoire et le néolithique, avec les lunettes de la conceptualité et de la subjectivité moderne. Dans ce système, imposé à l'ensemble de la planète, tous les individus sont contraints de vendre leur activité, leur capacité de travail comme marchandise sur un marché, à des particuliers, à un patron ou à une entreprise. Ce système des marchandises s'organise autour de l'individu obligé d'avoir accès à l'argent pour pouvoir assurer sa survie. Tous les biens aujourd'hui, la quasi-totalité des services, prennent la forme de marchandise. Et qui n'a pas d'argent, pour acheter ces marchandises, peut crever de faim ou vivre misérablement. C'est une société où tous les liens sociaux prennent la forme de l'argent, passe par l'argent.

Ce système économique, dans lequel tous les individus sont contraints de vendre leur force de travail, de produire des marchandises et d'avoir accès à l'argent, est complémentaire au système politique. Celui-ci a pris sa configuration structurelle sous la forme de l'État ou sous la forme généralisée de la politique. Et, cet État n'est pas, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, une borne, une obstruction au capitalisme. L'État n'est pas une « chose » qui s'opposerait à l'économie, à la logique du marché, à l'argent, au travail comme activité marchandise. Le système politique est inhérent à la société de la valeur du fait qu'il est confiné dans les finalités du système économique. Il ne saurait être un simple rapport de volonté, une sorte d'organisation rationnelle de la société humaine. Il est en réalité complémentaire et lié à l'économie en ce sens que l'État dépend de l'économie.

En effet, les « politiques publiques » de l'État doivent être financées économiquement, doivent prélever de l'argent dans le processus réel de valorisation économique sous la forme des impôts, des taxes etc. Ainsi, l'État devrait donc avoir pour principal but de faire en sorte que l'économie capitaliste se développe ainsi que la croissance, la production d'argent et de marchandises. Il s'insère dans ces logiques. Par exemple, dans le nord-est, à Caracol l'État avait expulsé des paysans pour permettre l'implantation de parcs industriels en vue de faire fructifier les capitaux étrangers et d'exploiter la force de travail d'individus, d'anciens paysans, dépourvus de moyens de production autonome. Ce choix correspond à la nature même de l'État capitaliste haïtien. Ces formes de dépossession sont aussi garanties par le droit qui joue un rôle de blocage à la dynamique émancipatrice des classes populaires.

D'un autre côté, l'économie dépend de la politique, car elle a besoin des appareils répressifs de l'État pour le maintien de l'ordre de l'exploitation capitaliste. Tous les contrats de travail, toutes les marchandises passent par le droit. En ce sens, il ne suffit pas de combattre les inégalités, les dominations, en revendiquant des droits, mais il faut surtout s'attaquer à ce qui les rend possibles. La société est inégalitaire, précisément parce que le système économique, le capitalisme, permet au travers, entre autres, de l'argent des disparités montreuses entre l'oligarchie et les dominés. Un entrepreneur peut bien prendre du plaisir à fabriquer du chocolat, mais le désir ne fait pas rouler la machine mise en place pour produire du chocolat. La vraie affaire est autre chose : C'est le profit. Celui-ci est le moteur essentiel, la raison principale de tout ce qui existe dans l'univers social du capitalisme. C'est par l'augmentation de la valeur coagulée dans les marchandises que

le profit peut être généré. Il faut que la valeur d'une marchandise quelconque soit plus élevée que la valeur dépensée à la fabrication de cette marchandise, c'est-à-dire des facteurs matériels de production tels que bâtiments, moyens de production, matières premières, etc. Cependant, ces facteurs de production entrant dans la fabrication d'une marchandise possèdent la même valeur que cette dite marchandise. Donc, il faut au capitaliste l'ajout de quelque chose d'autre à ces facteurs de production. Ce qu'il faut y ajouter est l'activité humaine, à savoir l'intelligence, la force, l'énergie musculaire de l'être humain, dépensée pour arranger et modifier des objets éparpillées en un objet différent qualitativement de ce qu'on avait initialement.

En d'autres mots, cette activité humaine possède une forme particulière qui est la capacité ou force de travail achetée par le capital afin qu'elle puisse être incorporée dans la valeur finale de la marchandise. Ainsi, l'autoentrepreneur achète sa propre force de travail qui est inférieur à la valeur que cette force de travail fournit à la production. Il procède à sa propre exploitation. Il est impossible au capitaliste de redistribuer l'ensemble de la valeur générée et la remette au travail. Pourquoi ? Parce la valeur ne subsiste que grâce à la dissociation entre le travail et son produit, ce qui permet d'assurer la répartition inégale du produit en tant que tel. C'est l'existence de cette disjonction entre l'activité humaine, la force de travail, et la richesse socialement produite, qui rend possible l'appropriation de cette richesse sociale produite par le capitaliste.

Si nous voulons penser la construction consciente d'une société émancipée, nous ne pouvons faire l'économie d'un petit rappel des imaginaires projetés d'une société de l'avenir. En effet, le XIXe occidental concevait le « communisme » comme une société caractérisée par des « producteurs associés », sur un mode artisanal, dans un cadre où capital et travail s'associent au sein du mouvement coopératif. Avec l'apparition, il y a 150 ans, de la production industrielle, au sein du capitalisme, un changement dans la conception de la société communiste est survenu. Désormais, la société communiste est conçue comme l'organisation d'une production industrielle abondante, égalitaire et équitable des biens et services nécessaires que bénéficieront chacun d'entre nous. Sur cette base, la suppression du mode de production capitaliste serait déterminée par la propriété collective des moyens de production. Moyens de production développés par le capitalisme et culmineraient en un mode de production supérieur amené au stade de l'automatisation industrielle, la planification centralisée de ce même contexte industrialisé. Ainsi, la voie serait ouverte vers une gestion de l'économie et de l'industrie par les ouvriers. La société communiste serait donc un mode de distribution régulé de façon équitable, conscient et fondé sur la production industrielle développée grâce au capitalisme. Cette vision de la société communiste, n'étant que la quête de la meilleure manière d'organiser la production ainsi que la circulation des biens et services, était une économie différente, mais restait quand même une économie.

Toutefois, cette forme de vie axée sur le système économique marchand-capitaliste n'a pas toujours existé et n'existera pas éternellement. En effet, toutes les activités productives des humains n'ont pas toujours eu comme objectif de produire des marchandises et de l'argent. D'autres sociétés avaient pour but de satisfaire les besoins, à savoir produire ce dont les humains avaient besoin. De même l'argent n'a pas toujours été la forme dominante de lien social.
Face à la société marchande-capitaliste qui détruit les humains et la nature, nous voulons une société où l'être humain s'harmonise avec la nature en rejetant cette vision qui perçoit cette dernière comme une ressource contrôlée au profit exclusif des humains. La destruction de la nature s'explique par le fait qu'aujourd'hui le métabolisme avec elle a pris la forme sociale du travail. Nous voulons réconcilier l'être humain avec la nature en appréhendant celle-ci comme un

écosystème complexe dans lequel l'humain fait partie. En d'autres termes, sortir des médiations sociales aliénantes (Marchandise, travail abstrait, valeur, argent) où, en particulier, le travail constitue structurellement les relations sociales entre les humains. L'émancipation humaine se fera au-delà de ces médiations aliénantes qui s'interposent entre les individus sociaux et l'univers.

Sortir de la société marchande, de l'économie, en s'ancrant au présent transformateur pose d'emblée le bouleversement des rapports sociaux, de nos comportements, de nos imaginaires. Pour nous, il s'agit de penser une transition post-capitaliste dans le cadre d'une société haïtienne où le mode de production capitaliste n'est pas dominant. Cette transition se ferait à partir d'une multiplicité d'initiative de construction d'alternatives ancrées dans les pratiques populaires. Pour ce faire, il faudrait beaucoup de créativité, d'audace en donnant la possibilité aux acteurs sociaux de se responsabiliser, de se prendre en charge collectivement, de mettre en branle les formes d'action collective.

Sortir de la domination de l'économie ou du capitalisme sur tous les aspects de la vie, ne se ferait pas à partir d'une société idéale, sans contradictions. Changer la vie, modifier la vie quotidienne, c'est chambarder les bases sociales de la forme de vie de la société actuelle. Cette sortie de la domination de l'économie se décline d'une part en une dynamique de déplacement conscient des pivots autour desquels gravitent les médiations sociales charpentant la forme de vie sociale caractéristique de la médiocrité d'une simple vie économique. D'autre part, en construisant le projet de l'auto-institution d'une individualité et d'une socialité libres, d'une forme originale de vie collective engendrée par d'autres médiations sociales. Sur cette base, il s'agit d'articuler d'autres formes de cohésion sociale qui créeraient la synthèse sociale d'autres formes d'activité ainsi que d'autres formes de circulation des produits et services. Ainsi, nous pourrons dépasser les catégories du capitalisme : marchandises, travail, temps de travail, argent, salaire, consommation, production, échange, en un mot, l'économie en tant que telle. «La société bourgeoise moderne, qui a mis en mouvement de si puissants moyens de production et d'échange ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées »[1]. Fondamentalement, en Haïti, il s'agit de mettre en mouvement la « lakouisation », la révolution des lakous comme sortie du mode de vie capitaliste, de l'économie. Alors, on pourra changer la vie de tous les jours insérée dans la forme de vie collective capitaliste. Soutenir que le contenu de la « lakouisation » constitue une sortie de l'économie, c'est affirmer que la « lakouisation » est la dynamique du changement, typiquement haïtien, des rapports sociaux économiques ou capitaliste-marchands en rapports sociaux non-économiques ou « lakousisés ». Elle n'est rien d'autre que la reconnaissance d'une pratique sociale issue de la matrice sociohistorique et culturelle du peuple haïtien. En ce sens, elle n'est pas un but, ni un projet, mais plutôt un chemin sur lequel la lutte pour l'émancipation offre une sortie du capitalisme autant qu'elle a été une voie contre la grande plantation esclavagiste et féodale. C'est la révolution, c'est-à-dire le moment dans la lutte des classes où la vielle société cède, où l'on sort des catégories du mode de production capitaliste.

« Les gens qui agissent dans ces cas n'agissent pas pour ‘‘ expérimenter ’’ ; ils agissent pour faire quelque chose, pour créer quelque chose. L'appelle-t-on ‘‘ expérimentation ’’ parce que cela ne

[1] Karl Marx et Friedrich Engels. *Manifeste communiste*. En ligne : http://www.bibebook.com/files/ebook/libre/V2/marx_karl_-_manifeste_du_parti_communiste.pdf

rentre pas dans le cadre programmatique et idéologique des organisations politiques officielles ? C'était aussi le cas des mouvements des femmes ou des jeunes, qui ont été sourdement combattus, méprisés, ignorés, par ces organisations – avant qu'elles ne tentent de les récupérer. Pourquoi les gens entreprennent-ils ces activités? Parce qu'ils ont compris que ni les institutions étatiques ni les partis ne répondent à leurs aspirations et à leurs besoins, qu'ils sont incapables d'y répondre (autrement, les gens essaieraient de les utiliser pour ces activités). […] En même temps, les gens commencent à comprendre, plus ou moins clairement, qu'il est absurde de subordonner toute activité à la ''Révolution'' ou à la ''prise du pouvoir'', après lesquelles toutes les questions seraient prétendument résolues : mystification énorme, qui garantit précisément que rien ne serait résolu après la ''Révolution''. Les mouvements d'auto-organisation, d'une part sont des expressions du conflit qui déchire la société présente, de la lutte des gens contre l'ordre établi, et aussi, ils préparent autre chose : même sous forme embryonnaire, ils traduisent et incarnent la volonté des gens de prendre leur sort entre leurs mains et sous leur propre contrôle. »[1].

Toutefois, nous pensons que c'est dans la lutte, en lien avec une pratique sociale massive et généralisée, un mouvement social puissant, que nous pourrons impulser l'édification de cette forme nouvelle de la synthèse sociale dans laquelle l'économique pourrait être rehaussé afin de s'y éteindre. En d'autres mots, le procès d'une possible sortie de l'économie pourrait être pensé comme une dynamique concrète d'auto-institution, de re enchâssement et de disparition. « Il devient donc nécessaire de briser l'éclatement de nos vies pour reconstruire une unité de lieu collective sur le temps long de leur reproduction. Il n'y a guère d'autre stratégie possible que de se regrouper pour commencer, pourvu que les limites du groupe soient suffisamment lâches pour garantir la liberté de chacun d'y entrer ou d'en sortir, et suffisamment consistantes pour que de tels collectifs puissent étendre le domaine de leur subsistance au-delà des limites familiales actuelles)»[2]. Dans cette perspective la « lakouisation » des rapports sociaux constitue la fin de l'économie, ou le début des imaginaires sociaux en éruption. La « lakouisation » des rapports sociaux est une mise au rancart de l'économie qui ne possède plus la fonction de toute économie. L'«économie» du nouveau lakou devrait se mettre au service de la société consciemment auto-gouvernée; elle doit être dépossédée de sa substance, de son autonomie, qui la consacrait comme une économie.

En somme, « le fétichisme économique est particulièrement mutilant, autodestructeur, jamais une société dans l'histoire n'avait eu une dynamique aussi rapide, abstraite et impersonnelle. Il faut donc se choisir des formes de fétichisme moins mutilantes, moins autodestructrices, que le fétichisme de la valeur. Mais pour cela, vu que cela n'a jamais existé dans l'histoire, l'origine de l'homme n'est pas derrière nous, mais devant nous. Il faut penser l'impensable. Marx lui-même disait qu'il n'avait pas de recette pour les marmites de l'avenir. C'est une invention inouïe et improbable à réaliser, aussi inouïe et improbable qu'a été l'invention de l'économie »[3].

[1] Cornélius Castoriadis. 2005. « Ce que les partis politiques ne peuvent pas faire ». In *Une société à la dérive. Entretiens et débats 1974-1997*, Seuil. En ligne : https://collectiflieuxcommuns.fr/?720-ce-que-les-partis-politiques-ne-peuvent

[2] Sortir de l'économie. 2009. Vivre ensemble à côté de l'économie. *Bulletin critique de la machine-travail planétaire*, No 3. En ligne : http://sortirdeleconomie.ouvaton.org/sde-n3.pdf

[3] Clément Homs. 2012. *Le seul critère de l'émancipation humaine. La révolution comme sortie de l'économie*. En ligne : http://www.palim-psao.fr/article-le-seul-critere-de-l-emancipation-humaine-54129778.html

Haïti : corruption et capitalisme

22 octobre 2018[1]

La mobilisation populaire et citoyenne du 17 octobre 2018 exige que les 3.8 milliards de dollars des fonds PétroCaribe, d'aide Vénézuélienne à Haïti, soient restitués au peuple et utilisés au développement du pays. Ce qui saute aux yeux dans ce scandale, c'est l'existence de rapports étroits, de type mafieux, entre le secteur privé des affaires, ainsi nommé par les médias et qui en fait n'est pas autre chose que la classe des capitalistes, et les tenants de l'appareil d'État. Les différents gouvernements de 2006 à 2018 ont encouragé, ont participé aux pillages de ces fonds, tout en offrant des opportunités d'enrichissement illégal à l'oligarchie. Le pouvoir politique a effectué des pratiques frauduleuses et s'est impliqué dans la criminalité financière pour servir les intérêts de la classe du pouvoir d'État et de l'oligarchie.

Cette connivence entre le monde des affaires et celui de la politique est l'une des caractéristiques des mutations du capitalisme, résultant de la destruction des modes de régulation, de l'affaiblissement de l'État par les politiques néolibérales et de l'effrayante concentration du pouvoir tant économique que politique entre les mains de l'oligarchie. En fait, la corruption est le point de jonction entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, de la subordination du politique à l'économique. C'est dans cette optique que nous devons appréhender les agissements du régime Tèt Kale de Jovenel Moïse/Henri Céant, régime totalement soumis et contrôlé par l'aile la plus réactionnaire de l'oligarchie.

L'histoire d'Haïti regorge de scandales financiers et de dénonciations de la corruption. Nous avons pour preuve, par exemple, le procès de la consolidation. À chaque nouveau scandale, les politiciens au pouvoir simulent l'indignation et attestent de la nécessité d'endiguer la corruption et de châtier sévèrement les responsables.

Rappelons que ces moments correspondent aux contextes de crises du capitalisme et révèlent le niveau de putréfaction du système. Le capitalisme globalisé a universalisé la corruption, multiplié les montages financiers frauduleux, amplifié les contrats douteux avec des firmes internationales, diversifié les paradis fiscaux, créé des fondations et des organisations non gouvernementales afin de faire fructifier le capital etc.

Tous les aspects de la vie politique, juridique, sociale, économique même sportive et artistique sont gangrenés par la corruption, les manipulations frauduleuses et le détournement des fonds publics. Tous ces phénomènes sont intrinsèques au capitalisme qui les génère sans arrêt. Actuellement, il est évident que l'une des causes fondamentales de la corruption qui gangrènent les structures politico-économiques et sociales de notre pays est bien les élections frauduleuses imposées par les puissantes impérialistes.

Les liens existants entre le monde politique et le milieu des affaires deviennent tellement organiques qu'il est devenu presqu'impossible de les distinguer. Les uns et les autres deviennent interdépendants et se nourrissent par une synergie perfide. Ces acteurs regroupent des entreprises,

[1] Publié dans *Haïti Liberté*, 22 octobre 2018

des banques, des chefs d'État, des premiers ministres, des ministres, des directeurs généraux, des sénateurs, des députés, des maires etc. Ces corrupteurs, entreprennent systématiquement, par tous les moyens de voler, piller les richesses créées par les travailleurs et le peuple qu'ils considèrent comme des personnes méprisables, jetables comme des déchets.

Mettre de l'avant, la morale, l'éthique, la bonne volonté, la bonne gouvernance dans le cadre du capitalisme est une véritable chimère. Solliciter les instances judiciaires, économiques et politiques nationales et internationales pour apporter une réponse adéquate au scandale financier du PétroCaribe est une hypocrisie, mieux une absurdité. Aussi longtemps que l'on ne remet pas en question le capitalisme qui produit la corruption, toutes ces mesures ne sont que de la poudre aux yeux. Elles ne font que prolonger un système qui s'alimente et se développe à travers la quête folle et inassouvie du fétiche-argent, quête qui engendre les scandales financiers.

Pour autant, à chaque fois qu'on parle, qu'on dénonce la corruption, il suffirait, pour certains, d'identifier quelques corrupteurs et les punir. Cette option ne tient pas compte de la nécessaire analyse du caractère systémique du problème de la corruption. Certes, dans le contexte actuel il faut absolument nettoyer les écuries, mais pas sous la houlette du régime Tèt Kale Moïse/Céant, compte tenu de la corruption qui gangrène l'instance judiciaire.

Pour être efficace un éventuel procès de l'affaire PétroCaribe doit être guidé par une démarche réflexive sur les conditions conduisant à l'émergence et la reproduction des pratiques corruptives au sein du monde des affaires et de l'État. En ce sens, il faut aussi questionner le rôle du pouvoir judiciaire qui se trouve dans l'incapacité de faire aboutir des enquêtes et de lutter contre l'impunité.

Cela étant dit, la corruption ne fait que s'aggraver avec le néolibéralisme qui subordonne la société haïtienne à la logique de l'une des catégories, qui est au fondement du capitalisme, à savoir l'argent. Cette scandaleuse affaire PétroCaribe met à nu le capitalisme globalisé et financiarisé qui a généralisé la corruption, incite les hommes et les femmes à se procurer par tous les moyens légaux et illégaux le fétiche-argent qui leurs permet d'avoir accès aux marchandises, c'est-à-dire aux biens et services.

L'argent, en tant que valeur fétiche, structure la subjectivité des individus, « subjectivités broyées par le système », en créant des besoins fictifs qui accroissent leur dépendance et intensifient leur aliénation. Cette aliénation est un produit de la valeur fétiche de l'argent, en d'autres termes, une valeur magique, qui génère en chacun de nous la croyance que l'argent, parce qu'il peut s'échanger contre n'importe quoi, permet d'acquérir tout ce que l'on veut. Il suscite l'usurpation exclusive d'un bien qui s'opère au préjudice d'autrui. Il implique donc obligatoirement des comportements pathologiques à l'égard des congénères.

En d'autres mots, en possédant la qualité de tout acheter, de s'approprier toutes choses, l'argent devient l'objet-dieu. L'universalité de l'argent, sa toute-puissance, lui permet de jouer le rôle principal entre les besoins humains et les objets convoités, entre la vie de chacun de nous et les moyens de subsistance. « L'argent avilit tous les dieux des hommes : il les transforme en une marchandise. L'argent est la valeur universelle de toutes choses, constituée pour soi-même. C'est pourquoi il a dépouillé le monde entier, le monde des hommes ainsi que la nature, de leur valeur

originelle. L'argent, c'est l'essence aliénée du travail et de la vie de l'homme, et cette essence étrangère le domine, et il l'adore »[1].

Le dossier PétroCaribe montre que la logique d'accumulation du capitalisme est consubstantielle à la corruption. La mobilisation populaire doit donc continuer à réclamer de l'État capitaliste haïtien la reddition de comptes pour empêcher les secteurs d'affaires, entre autres les banques, le capital, de tricher et de faire rembourser par les travailleurs et le peuple les milliards de dollars qu'ils ont volés. Pour ce faire, le mouvement populaire devrait initier des structures de contre-pouvoir démocratiques qui permettraient de construire avec les citoyens et citoyennes une lutte anticapitaliste.

La répartition des richesses, l'arrestation des corrupteurs, des voleurs des fonds PétroCaribe sont au cœur des revendications du peuple haïtien. Cependant, la problématique de l'émancipation sociale, par la remise en question des catégories du capitalisme, peut-elle pénétrer le mouvement populaire, les « non-rentables » haïtiens ?

La logique capitaliste qui impose à la population haïtienne une situation de pauvreté absolue est la même qui produit le chômage de masse, les inégalités socio-économiques toujours de plus en plus monstrueuses, les bouleversements écologiques de plus en plus inquiétants, la paupérisation des classes moyennes, l'insécurité généralisée et programmée, l'expropriation des paysans etc. La société marchande pousse aussi l'ensemble de l'humanité vers la destruction et l'autodestruction. Car, le capitalisme ne vit pas une crise éphémère, mais bien une crise qui arrive à sa phase finale. Donc, le mouvement populaire doit pouvoir dépasser la démarche traditionnelle qui approche la marchandise, le travail et l'argent, le marché et l'État, les formes fétichistes inhérentes au capitalisme, comme des vérités transhistoriques ou éternelles.

Certes, le dépassement du capitalisme n'est pas au cœur du mouvement de protestation contre la corruption et la dilapidation des fonds PétroCaribe. Mais, de manière implicite, une telle perspective se trouve au sein des revendications populaires. D'autant plus que le constat de la collusion entre oligarchie et politiciens est objectivement vérifiable, par exemple, le fait que le trésor public est systématiquement siphonné par une mafia qui agit au profit des politiciens et de la bourgeoisie.

En ce sens, il faut un double mouvement. D'une part, lutte pour la récupération des fonds PétroCaribe et contre la corruption. D'autre part, lutte pour l'amélioration des conditions de vie de la population et critique radicale de la logique marchande.

Allons encore plus loin. Adopter des lois contre la corruption, les privilèges, le secret bancaire, la fraude fiscale, mener des enquêtes, diminuer et limiter leur importance, jamais on ne pourra les éliminer. Pourquoi ? Parce que leur dynamique et celle du capitalisme sont structurellement liées. On ne peut éliminer l'une sans supprimer l'autre.

En effet, dans le capitalisme, les mesures ainsi que les lois anticorruptions ne sont en fait que des couvertures derrières lesquelles l'oligarchie dissimule ses crimes. Le problème va donc au-delà

[1] Karl Marx, *Œuvres III. Philosophie*. Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1982, Manuscrit de 1844

de la corruption, du vol, des scandales financiers des privilèges, des fraudes fiscales. Ce qu'il faut comprendre c'est plutôt le capitalisme en tant que tel qui a engendré ces phénomènes.
Tout cela a existé dans le passé, existe dans le présent et existera dans le futur tant que les catégories qui définissent le capitalisme telles que la marchandise, le travail abstrait, la valeur et l'argent continueront à construire l'objectivité, c'est-à-dire la réalité et ses multiples déterminations et la subjectivité, c'est-à-dire ce qui se passe dans la pensée du sujet. Le vrai problème, la lutte véritable est le combat contre le capitalisme.

La généralisation de la corruption amène des luttes sans précèdent d'une bonne partie de la population. Celle du 22 janvier 2016, celle contre le budget criminel en 2017 ainsi que l'émeute du 6 et 7 juillet dernier et la grande manifestation historique, nationale, du 17 octobre 2018, expriment le ras bol, mais aussi l'intelligence stratégique du peuple en lutte contre la détérioration de ses conditions de vie, l'incompétence de la « classe dirigeante », le mépris de l' « élite économique ».

Face à l'ampleur des manifestations du mercredi 17 octobre 2018 dans tout le pays, le régime Tèt Kale Moise/Céant semble incapable de répondre autrement que par la répression. Plusieurs morts, blessés et arrestations dévoilent le vrai visage de ce régime valet d'une oligarchie corrompue et mafieuse. Il est évident maintenant qu'il vit ses derniers moments et c'est une bonne chose pour la lutte contre la corruption et la restitution des comptes concernant la dilapidation des fonds PétroCaribe. Prise de panique, il essaie en même temps de se trouver précipitamment des boucs émissaires dans le cadre d'interpellation et de révocations massive. Il ne faudra pas se laisser leurrer par des réponses illusoires, cosmétiques et continuer la pression pour des réponses claires et cohérentes.

Les acteurs sociaux et politiques à la base de ces mobilisations prennent acte de l'incapacité des institutions étatiques à apporter une réponse aux revendications populaires concernant la corruption et le vol des fonds PétroCaribe. En même temps, elles ouvrent de nouvelles perspectives de lutte dont la question centrale est la construction, d'une part de la transition au régime Tèt Kale et d'autre part de l'émancipation nationale, démocratique et populaire en tenant compte de l'idéal dessalinien qui devrait être entièrement repensé à la lumière de la critique radicale du capitalisme globalisé et de ses catégories. Les révolutions sont généralement inachevées. Mais, sa dynamique spécifiquement haïtienne poursuit sa marche vers un possible mouvement de refondation de la nation haïtienne.

En somme, le combat contre la corruption pose également une question fondamentale, à savoir l'appropriation par le mouvement social de l'espace public et de la souveraineté nationale.
L'objectif à court terme dans le cadre du combat contre le régime Tèt Kale devrait viser l'élimination des privilèges fiscaux accordés à l'oligarchie, aux parlementaires, à la présidence, mais aussi aux puissances internationales dominatrices, les impérialistes.
On s'entend, la lutte pour la démocratisation est un combat nécessaire, mais insuffisant. Parce qu'il nous faut réactiver une orientation, une alternative à la mondialisation capitaliste, qui s'inscrit dans une réponse aux contradictions d'ordre social, géopolitique, écologique, économique. Il faut se libérer de la logique de subordination au marché mondial des capitaux pour mettre en place une justice sociale axée sur la refondation des lakous, de l'égalité, du bien-être. C'est au fond la base ultime d'une société qui rejette la gouvernance néolibérale par la corruption.

Face au capitalisme globalisé : quelles perspectives pour Haïti *?*

6 mars 2016[1]

L'auteur de ce texte offre une approche, à notre avis, inédite, des «perspectives pour Haïti, face au capitalisme globalisé». Au bout d'une analyse serrée, de niveau académique, du «système totalitaire marchand [qui] soumet tous les aspects de la vie à un développement technologique ainsi qu'à une logique déshumanisante», il lui «semble [que] la voie à suivre, [c'est de] se réapproprier en profondeur la matrice de nos « lakous » (mode vie communautaire) en les transformant positivement en « néolakous » autonomes et libres. De plus, il serait important de mettre en mouvement consciemment le projet de liberté (non pas celui de la liberté abstraite) et de bien-être par l'appropriation sociale « des forces productives » respectueuses de l'Humanité, de la vie et de la nature». Ces perspectives écartent-elles l'aspect fondamental de lutte de classes sous-jacent à ce capitalisme globalisé? Question qui paraît en appeler à un débat d'idées.

Le mode de production capitaliste, dès son origine, porte intrinsèquement une contradiction : d'un côté, les propriétaires de capital cherchent à augmenter la productivité en introduisant de nouvelles technologies, des machines capables de remplacer les ouvriers. Or ces machines ne font que transmettent leur valeur, déterminée par le temps qui a été nécessaire à leur fabrication. Autrement dit, elles ne peuvent par elles-mêmes créer de la valeur. On appelle cela du « travail mort ».

D'un autre côté, en remplaçant les humains par des machines, les capitalistes diminuent l'utilisation de la force humaine de travail (le « travail vivant ») qui est la seule à créer de la *valeur*. Chaque producteur privé, chaque entrepreneur cherche à accroître ses gains en productivité en substituant un nombre important d'ouvriers par des machines et en faisant travailler un nombre restreint d'ouvriers sur des machines plus performantes qui elles-mêmes remplacent, « vampirisent » les humains, le « travail vivant ». Cela induit une quête permanente d'accroitre la productivité, une violente concurrence, à court et long terme, pour gagner des avantages sur le marché. Cette course folle vise à *vendre au plus bas prix.* Prenons un exemple, disons un capitaliste (A) propriétaire d'une unité de production disposant d'instruments de travail tels que scies manuelles, marteaux, clous etc., met huit heures pour fabriquer une table. Un autre capitaliste (B) propriétaire d'une unité de production technologiquement plus avancée, utilisant des outils mécaniques, met une heure pour fabriquer cette même table. Le capitaliste (B) qui produit en une heure la « marchandise table » pourra fabriquer selon les normes sociales du travail, huit tables en huit heures de temps. Ainsi, il produira davantage de tables dans la même unité de temps et gagnera en gains de productivité. Si le capitaliste (A) continue d'appliquer les méthodes traditionnelles pour produire ses tables, s'il n'investit pas dans de nouvelles technologies qui lui permettraient d'atteindre le niveau de productivité de son concurrent, il sera « mangé », éliminé sur le marché.

En remplaçant graduellement les humains par une structure économico-technologique, les capitalistes concourent à la diminution de la valeur. Pour Marx, la richesse réelle ou matérielle se mesure en fonction de la quantité des produits créés dans une société donnée. Elle est générée par

[1] Publié dans *Haïti-Liberté*, Vol. 9 • No. 39 Du 6 mars au 12 avril 2016

le travail concret. Toutefois, le « travail » n'en n'est pas la seule et unique source. Cette forme de richesse provient du rapport de transformation de la matière que l'homme établit avec l'aide des forces naturelles. Cependant, la valeur, qui est un rapport social objectivé dans une marchandise, ne découle pas de l'utilité de la marchandise, ni du désir qu'elle suscite, mais de la quantité de travail indifférencié, de travail humain abstrait. Celui-ci s'y est cristallisé, comme une « gelée » invisible, au cours de la production de la marchandise.

Le « travail abstrait », donné par le temps de travail employé, qui est cristallisé dans la marchandise, peut être considéré comme une « pure énergie humaine » mesurée par le temps, « une substance » qui n'a aucun rapport avec le côté concret du travail. Cette valeur s'objective dans l'échange des marchandises sous la forme d'une marchandise particulière, à savoir l'argent. La production de valeur d'usage, dans le capitalisme, est un mal nécessaire toujours subordonnée à la seule finalité du procès productif, l'argent. Au-delà de la *distribution* de la survaleur, source de conflit entre le capitaliste et le prolétaire, la société marchande se présente comme une dynamique anonyme de transformation de chaque activité concrète dans une quantité de valeur et d'argent. Donc, moins de travail abstrait incorporé dans une marchandise équivaut à moins de valeur que possède cette marchandise.

Partout sur la planète cette dynamique bouscule, écrase, domine non seulement les humains, mais également la nature. D'un côté, augmentation sans précédent des investissements dans les technologies qui ne créent pas de valeur, car seule le « travail abstrait » humain la crée. D'un autre côté, mise au rencart de la force de travail ou des capacités de travail des humains au niveau mondial. C'est en fait, la masse globale de valeur qui diminue. En plus de l'aggravation de cette crise anthropologique, la crise écologique, qui résulte des soubassements mêmes du capitalisme, met en lumière la tyrannie de la croissance économique, la finitude des ressources matérielles et la capacité de la biosphère à ingurgiter les déchets produits par la société marchande. En ce sens, le développement des forces productives techniques sous le capitalisme devient par là même des « forces destructrices ». C'est-à-dire « La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et les travailleurs »[1].

Dans une telle situation, la production même de valeur tend à diminuer drastiquement et à s'« étrangler » comme le symbole du serpent qui bouffe sa propre queue ou d'une personne qui scie la branche sur laquelle elle est assise, par déficit de rentabilité et par destruction de la nature. En effet, rappelons que l'objectif fondamental de la production capitaliste est la valeur dans laquelle on trouve la survaleur et le profit qui s'expriment sous la forme-argent. La production de valeur d'usage est, dans cet ordre d'idée, secondaire. L'obsession du capitaliste, le profit, le côté visible de la valeur, n'est réalisable que dans le cadre d'une dynamique d'accumulation réelle qui fonctionne. Or, depuis la « troisième révolution industrielle », de la micro-électronique, la production de « richesse réelle » entre en tension aiguë avec la valeur qui rend de plus en plus le travail humain « superflu ». La diminution du travail vivant, conséquence de l'informatisation, mais nécessaire à la production, reste la médiation sociale qui définit la place de chaque personne dans la société. Or, cette réduction plonge totalement les hommes et les femmes, partout dans le monde pris dans l'accélération du mode de vie capitaliste, dans le mouvement aveugle, destructeur et autodestructeur du capital.

[1] Karl Marx. 1993. *Capital*, livre I. Ed. PUF, Paris, p. 566-567

L'amplification et l'extension mondiales des crises s'aggravent après chaque « crise ». La seule soupape qui, tant bien que mal, assure la survie de la société marchande semble être la financiarisation et le crédit ou le « capital fictif ». Celui-ci existe comme argent qui ne procède pas d'une création de valeur générée par la mise en mouvement de l'emploi de la force de travail, mais résulte de la spéculation et du crédit dont la base se conçoit comme potentiel profit à venir. Donc, la financiarisation et la spéculation ne sont pas les causes de la crise globale du capitalisme, mais bien une roue de secours qui ne fait que retarder l'« effondrement du capitalisme ».

Une société axée prioritairement sur la croissance économique, le profit, le calcul comptable, la quantification, pourrait dans sa chute emporter l'ensemble de l'humanité. Les signes deviennent papables : montée de l'extrême droite, barbarie, remise en question systématique des acquis sociaux, austérité d'inspiration néolibérale, guerres de faible intensité, augmentation de la surveillance des populations etc. D'où un certain scepticisme intimement lié au libéralisme comme idéologie hégémonique ainsi que de l'individualisme, le narcissisme dominant en parallèle à l'ampleur du phénomène religieux radical induit par un « désenchantement du monde »[1].

Cette « guerre de tous contre tous » atteint également la société haïtienne caractérisée par une combinaison de modes de productions prémodernes et du mode de production capitaliste rachitique, lequel pourtant est politiquement dominant (État de droit, démocratie représentative) etc. Cette société est désarticulée et déstructurée, en même temps que la potentielle force de travail fait face à un chômage massif estimé à 65% de la population active. Cette situation est le résultat concret de la dynamique interne du capitalisme globalisé qui ne peut plus intégrer ces forces de travail devenues « superflues », inutiles dans la trajectoire historique de production capitaliste. Même une certaine « modernisation de rattrapage capitaliste» apparait comme un objectif extrêmement difficile et complexe à réaliser, compte tenu des rapports des forces auxquels ce pays est confronté. La politique haïtienne contemporaine est quasi inopérante puisqu'elle ne dispose pas des moyens financiers, étant sous la coupe réglée des bailleurs de fonds internationaux.

L'affirmation selon laquelle le capitalisme contemporain globalisé s'enfonce dans une crise qui atteint un point de non-retour, signifie que les catégories, telles que la marchandise, le travail abstrait, la valeur, l'argent, des éléments constitutifs du mode de production capitaliste, le « cœur de la bête », dont Marx avait ouvert la voie à la critique radicale, ne peuvent plus soutenir la dynamique du « sujet constitué », à savoir le capital. Rappelons que Hegel avait identifié le « *Geist* » ou l' « esprit » que Marx réinterprétera comme étant le « capital », le véritable et seul « sujet historique ». Dans cette perspective, ni la bourgeoisie, ni la classe ouvrière, ni les mouvements sociaux ne peuvent se constituer en termes de « sujet historique » face à la « valeur qui s'autovalorise » ou encore le « sujet automate ». Autrement dit, la lutte pour la répartition, la distribution de la survaleur entre prolétariat et capitaliste est une forme de conflit à l'intérieur des relations mêmes du capitalisme contemporain globalisé. L'« antagonisme » connu sous le nom de

[1] Max Weber. 1919. *Le savant et le politique*. En ligne :
[http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant.html

la lutte des classes entre le capital et le travail n'aboutit nullement à un dépassement du capitalisme. Au contraire, il a été un facteur déterminant dans la constitution de la dynamique de développement historique de ce système.

Il est, donc, erroné de qualifier des pays comme Cuba, Corée-du-Nord, Chine ou bien les anciens pays de l'ex-bloc soviétique, de « communiste ». Les catégories au cœur du capitalisme, la marchandise, le travail, la valeur et l'argent n'ont jamais été abolies dans ces pays. L'État était propriétaire des moyens de productions et d'échanges. Les méthodes de production, le taylorisme ou le management scientifique, étaient glorifiées au nom du travail salarié. N'est-ce pas Trotski qui disait que le « taylorisme, comme technique d'organisation du travail, est mauvais dans son usage capitaliste et bon dans son usage socialiste »[1]. Lénine affirmait que le « communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification du pays »[2]. Cette fascination de la gestion scientifique du travail salarié et de la société dans son ensemble a atteint son paroxysme dans le totalitarisme stalinien qui soutenait que « l'Homme est le capital le plus précieux »[3]. On comprend mieux cette apologie productiviste qui priorisait l'industrialisation catastrophique et l'organisation du travail hiérarchique, la croissance économique et le militarisme au détriment de la décentralisation, de l'agriculture paysanne, de la démocratie participative et directe, ainsi que d'autres formes de médiations sociales qui auraient permis aux classes populaires de s'autogouverner. La libre association des travailleurs et des citoyens ne dirigeaient pas la société. Le parti-État s'était plutôt donné pour objectif de rattraper le capitalisme par le développement de la course aux armements-et par une industrialisation exacerbée. On pourrait plutôt caractériser ces États de « capitalisme d'État et bureaucratique » inscrits dans une dynamique d'accumulation du capital ou de « modernisation de rattrapage » extrêmement violent et mortifère. D'où, la nécessité de réhabiliter le concept de « communisme » qui n'a jamais existé autrement que dans les propagandes à l'ouest comme à l'est.

Au fond, nous avons remplacé les formes fétiches traditionnelles par de nouvelles formes de fétichismes, de puissances automates qui nous dominent. Le totalitarisme marchand, qui met à genoux tous les acteurs sociaux, est un « fait social total » Claude Lévi-Strauss[4].

Il soumet tous les aspects de la vie à un développement technologique ainsi qu'à une logique déshumanisante en excluant de plus en plus une grande partie de l'humanité qui n'est plus utile sur le plan économique, tel que les Haïtiens exclus de la fameuse mondialisation, cantonnés dans une vision stéréotypée d'« entité chaotique ingouvernable ». Certes, il y en a qui en profite plus que d'autres, les capitalistes, les officiers et sous-officiers, les fonctionnaires, les prêtes de cette divinité : le capital.

Pour mettre un terme à ce système totalitaire marchand, il semble qu'en Haïti nous devons: d'une part, analyser sérieusement le « cœur des ténèbres », « l'antre de la bête», le capitalisme global,

[1] Maxime Ouellet. 2011. En ligne: http://www.cricis.uqam.ca/IMG/pdf/Etude-gouvernance-Ouellet.pdf
[2] Ibid., p. 25
[3] Joseph Staline. 1952. En ligne: http://www.communisme-bolchevisme.net/download/Staline_Le_capital_le_plus_precieux.pdf
[4] Claude Lévi-Strauss, « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss », *Sociologie et Anthropologie*, Presses universitaires de France, 1968, En ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/socio_et_anthropo/0_introduction/intro_socio_et_anthropo.pdf

la société marchande. Remettre en question le système économique, politique et social qui nous opprime, détruit notre capacité de travail comme un vampire insatiable. Ce qui est absent dans la pensée et la pratique émancipatrices, depuis la chute des régimes capitalistes d'État et bureaucratique et le coup de barre social-libéral de la social-démocratie, c'est l'élaboration théorique et pratique d'une alternative globale et positive non seulement à la société capitaliste, mais également à la vieille société traditionnelle semi-féodale. Se réapproprier en profondeur la matrice de nos « lakous » (mode vie communautaire) en les transformant positivement en « néolakous » autonome et libre me semble la voie à suivre. De plus, il serait important de mette en mouvement consciemment le projet de liberté (non pas celle de la liberté abstraite) et de bien-être par l'appropriation sociale « des forces productives » respectueuses de l'Humanité, de la vie et de la nature. Tout cela, à partir d'une *vision du commun* comme possible dépassement de la réification, du fétichisme de la marchandise. En ce sens, il s'agit d'institutionnaliser des formes du vivre ensemble dans des pratiques de médiations sociales et politiques inspirées de nos racines socio-symboliques ancestrales. Bien entendu, ce sont là des hypothèses qu'il va falloir développer.

Je conclus avec une citation de Marx : «l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.»[1]

[1] Karl Marx, *Critique de l'économie politique*, 1859. En ligne : https://www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km18590100b.htm

Repenser la révolution nationale démocratique et populaire

Comité d'Action Contre l'Occupation pour la Libération d'Ayiti (CACOLA), janvier 2011

Le peuple haïtien a une histoire particulière au cours de laquelle de gigantesques révoltes ont surgi à plusieurs reprises. C'est incontestablement la révolution de 1804 qui a sonné le glas du colonialisme et de l'esclavagisme dans les Amériques. Ce sont les mouvements de résistances de libération nationale (luttes armées et démocratiques), au début du XX^{e} siècle, qui ont forcé l'impérialisme américain à un humiliant retrait. C'est la série des grandes mobilisations des secteurs démocratiques et populaires tout au long des années 1980 et 1990 qui ont déstabilisé l'oligarchie et ses alliées, tout en réussissant à maintenir le flambeau de la rébellion qui a éclaté un peu partout en Amérique latine durant cette période. Ces « avancées » ont été durement arrachées au prix d'énormes sacrifices par le peuple vaillant, le peuple Caco (KAKO)[1] d'Haïti. Mais, les impérialismes de tout acabit se sont ligués pour freiner la « propagation » de la rébellion et faire payer cher leurs humiliantes défaites. Au-delà des invasions, des occupations et de la répression exercées systématiquement par l'impérialisme et ses sbires locaux, des manœuvres ont été engagées pour diviser le peuple, coopter son leadership, isoler les éléments les plus déterminés. Le peuple haïtien comme n'importe quel peuple est constitué de classes sociales, dont une classe dominante (avec plusieurs fractions), une oligarchie, qui a accepté plus souvent qu'autrement cette subordination au système capitaliste mondial.

Les stratégies impérialistes

On se retrouve aujourd'hui au début de 2011, à un nouveau carrefour de notre histoire, un point tournant. Durant les dernières années, les impérialismes et en particulier l'impérialisme états-unien ont tout fait pour casser l'élan d'émancipation de notre peuple. Les opérations militaires se sont succédé avec la mise en place de « gouvernements » globalement illégitimes et sans moyen. Dans sa version actuelle, le gouvernement Préval/Bellerive est devenu le faire valoir des plans de « restructuration » visant la destruction de la paysannerie et la transformation d'Haïti en un immense sweatshop. Cette profonde décomposition de l'État a pris une nouvelle tournure après le séisme du 12 janvier. Sous prétexte de répondre à l'urgence humanitaire, ladite « communauté internationale » menée par l'impérialisme états-unien a mis en place une tutelle qui masque à peine la réalité d'une occupation. Les Haïtiens étant transformés en clochards assistés, l'aide dite humanitaire a été incapable de répondre aux besoins de base, ce qu'on constate par l'effroyable situation dans laquelle des millions de nos compatriotes se retrouvent aujourd'hui. À l'insulte s'est ajoutée l'injure avec la « Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) », un « gouvernement parallèle » sous la gouverne de Bill Clinton. En même temps, diverses manœuvres ont été impulsées pour « légitimer » cette nouvelle occupation dont la mascarade « élection-sélection » du 28 novembre 2010, condamnée par la grande majorité des acteurs politiques et sociaux.

[1] Guérilléro paysan dirigé par Charlemagne Péralte et Benoît Batraville pendant l'occupation américaine de 1915

Le point tournant

À ce carrefour, le pays est devant plusieurs possibles directions. L'occupation et ses plans de « reconstruction » se retrouvent sur la sellette. « Le roi est nu », peut-on dire, devant la gravité de la situation sociale et économique, la corruption sans limite des élites haïtiennes et internationales, la totale inaptitude de la gouvernance, etc. De toute évidence, les forces coalisées des occupants sont profondément divisées sur plusieurs questions stratégiques. À Washington, c'est la pagaille entre l'administration Obama et le congrès pratiquement dominé par la droite dont le rêve est d'encercler Haïti d'un anneau de fer. Entre les États-Unis, le Canada et l'Union européenne subsistent de profondes divergences puisque l'impératif principal des États-Unis (éviter le débordement de la crise) entre en contradiction avec des perspectives de développement à long terme. Également, on peut observer que le « consensus » latino-américain (qui avait conduit plusieurs pays à s'investir dans la Minustah) est en train de s'éroder. Brasilia par exemple se rend compte que les militaires brésiliens ne servent à rien sinon que de faire le jeu de l'occupation. Le Chili sous la houlette d'un gouvernement de droite voudrait prendre le « relais », ce qui suscite de vifs débats partout dans l'hémisphère.

Les classes populaires et leurs alliées

Dans cette conjoncture, les classes populaires et leurs alliées sont à la fois extrêmement révoltées et interrogatives. La résistance contre l'état des choses actuel, cet ordre inacceptable, est en ébullition et prend de la profondeur. Mais de quel côté faut-il aller ? L'attraction de pseudo solutions autour de « personnalités » hyper médiatisées est un piège trop évident. Une autre tentation serait de se dire qu'il faut appuyer « les moins pires » des acteurs politiques qui prétendent ramener l'« ordre ». Pour autant, le pays est désordonné non pas parce que le peuple est « ingouvernable », mais parce que les élites, haïtiennes et internationales, ont lamentablement échoué. Pourquoi ne pas aller, alors, vers une autre voie ? Certes, il faut admettre que les forces populaires, aussi bien au niveau social que politique, restent faibles et divisées. Certaines de ces divisions sont anciennes, d'autres sont plus récentes, liées à la gestion de l'occupation qui a coopté, jusqu'à un certain point, une partie du leadership populaire. Chose certaine, sans une réunification fondamentale, le mouvement populaire et le mouvement démocratique n'auront pas la capacité de faire face à la nouvelle stratégie des classes dominantes, l'oligarchie. Par où commencer ?

Construire un leadership dans la crise actuelle

La bouffonnerie des élections-sélections du 28 novembre 2010 avait déjà été condamnée par la quasi-totalité des forces populaires de gauche. Cette dénonciation doit aller jusqu'au bout de sa logique, en s'opposant à la mise en place d'un pseudo gouvernement issu des urnes et qui résultera sans doute d'un autre « deal » orchestré en-dessous de la table par l'impérialisme pour faire en sorte que les classes dominantes et leurs alliées se remettent ensemble.

La déclaration du 8 décembre 2010 de quatre sénateurs dans ce contexte pourrait être le point de départ d'une grande campagne populaire exprimant d'une part, un refus total de cette légitimation d'un gouvernement qui sera, encore plus qu'avant, le faire-valoir sinon le restavèk (le valet) de l'impérialisme, et d'autre part, l'appel sans équivoque à la mise en place d'un gouvernement de sauvetage national dont le mandat serait essentiellement de :

1. Remettre le pays à l'endroit en commençant par la relocalisation immédiate des déplacés dans des conditions qui leur permettent de vivre décemment.
2. Redéfinir les relations de l'État haïtien avec la « communauté internationale », ce qui passe par l'abolition du « gouvernement parallèle », la CIRH, dominé par Bill Clinton.
3. Élaborer un nouveau programme d'aide à la reconstruction orienté vers les besoins des couches populaires, urbaines et paysannes.

Ces revendications, qui aboutiront à une grande et difficile lutte, doivent être mises de l'avant par les plateformes unifiées des mouvements sociaux et populaires ainsi que par des partis ou organisations de la gauche plurielle, au-delà de leurs allégeances particulières, dans le cadre d'un front patriotique. En clair, il faut que toutes les sensibilités soient au rendez-vous (mouvements sociaux, gauche radicale, partis social-démocrates, secteurs progressistes du mouvement Lavalas) pour mettre sur ses deux pieds ce front uni, sous la forme d'un gouvernement de sauvetage national.

La bataille à moyen et long terme

Si un tel sursaut se matérialise, cela sera un immense pas en avant, mais un pas seulement. En effet, la reconstruction d'Haïti ne sera pas une affaire de quelques mois. Dans le passé, de grandes révolutions comme celle de 1804 ou des années 1980 ont échoué sur l'écueil du pouvoir. Aujourd'hui, ces dures leçons doivent redonner de l'impulsion à un projet de transformation globale. Pour y parvenir, il faudrait, parallèlement au gouvernement de sauvetage national :

1. Amorcer une lutte pour la mise en place d'une assemblée constituante populaire et démocratique, représentant les divers secteurs du peuple engagés dans le combat, pour refonder le pays en fonction des intérêts populaires. Cette constituante doit être un processus, et non une proclamation ou un document élaboré par quelques élites, même « de gauche ».
2. Entretemps, il faut renforcer ou créer dans les quartiers, les camps de réfugiés, les habitations, les sections communales, les communes et les départements de nouvelles formes d'organisations populaires, en mettant l'accent sur l'éducation, la formation des cadres (à tous les niveaux), la construction de mouvements articulés, démocratisés et unitaires de la gauche tout en maintenant le travail de propagande et d'agitation au sein des masses urbaines et rurales.

L'internationalisme

Pour passer à travers ces phases, le peuple haïtien aura besoin d'aide. Mais attention, pas de l'aide dite « humanitaire » dispensée par cette gaspilleuse armée d'organismes onusiens et de la majorité des ONG internationales, et dont le mandat, au-delà des bonnes intentions, est essentiellement de préserver le statu quo. Il faudra travailler fort pour aller chercher de réels appuis internationalistes, du côté notamment, des mouvements populaires d'Amérique latine et du reste du monde. Une attention particulière devrait être consacrée aux dynamiques où le mouvement populaire est en marche, comme en Bolivie, en Équateur, au Venezuela, au Brésil.

De quoi parlent les racines de la liberté ?

4 décembre 2014

Qu'il est long et escarpé le sentier vers la liberté. Après deux siècles de luttes, l'horizon de l'émancipation semble être borné par le capitalisme contemporain, financiarisé, cybernétisé, le « sujet automate ». Les contradictions actuelles au sein de l'État haïtien (parlement, exécutif, collectivités territoriales) ainsi que la crise économique, politique et environnementale montrent, comme une plaie béante, la crise plus globale du capitalisme en tant que tel. Pour autant, l'affaiblissement historique de l'État haïtien, qui a débouché sur une tutelle, ne devrait être analysé comme une crise de domination de la bourgeoisie haïtienne. Une telle lecture renverrait à confondre les contradictions internes à l'appareil d'État avec les contradictions internes à la fonction de l'État. En fait, il s'agit pour les dominants de trouver une bifurcation face à la crise du bloc au pouvoir, sous l'hégémonie du capital international, par la médiation de l'ambassade des États-Unis ou même celle du vice-président de ce pays. Alors, quelle stratégie de lutte nationale, démocratique et populaire pour défaire cette manœuvre ?

La situation haïtienne n'est pas une «crise révolutionnaire» dont une « stratégie frontale » déboucherait sur une « révolution », au sens classique. Quand nous parlons de révolution haïtienne, aujourd'hui, il ne s'agit pas se focaliser essentiellement sur la question du pouvoir, par la conquête exclusive de l'appareil d'État. Cette option stratégique serait, pour certains, la condition incontournable pour entamer les transformations sociales. Ce schéma privilégie le couple parti /pouvoir d'État de manière verticale, c'est-à-dire du haut vers le bas. Historiquement, ce modèle a été à la base des trahisons, des usurpations. Cette posture réductionniste néglige la dynamique de l'appropriation sociale par les masses de leur capacité d'auto-gestion, d'auto-organisation, d'autogouvernement. La construction d'un nouveau rapport de force se veut, ainsi, une reconnaissance des revendications de gens ordinaires. Autrement dit, reconnaître le pouvoir du souverain, des citoyens et citoyennes. Lutter pour que les classes populaires soient porteuses de leur émancipation, c'est lutter pour le plein développement de chacun. La lutte contre la domination, l'exploitation, l'exclusion, la marchandisation et la pauvreté, est un projet de libération de la condition humaine et non de la mise en place d'autres formes de domination, de subordination par des bureaucrates/technocrates fussent-ils de « gauche ».

Contrairement, au modèle des adeptes du complotisme politique (tactique du manipulateur en quête de pouvoir personnel), des professionnels de la politique (les politiciens traditionnels), des experts, des technocrates de l'ingénierie du capital communautaire (les ONGistes) ; le projet d'un monde libéré, de la marchandisation, de l'impérialisme, de la dictature, est un projet créatif en harmonie avec les humbles et toutes personnes conscientes, une utopie d'hommes et de femmes en lutte.

La rébellion, le cri, le souffle de la vie, les racines de la liberté, face à la destruction de notre pays, de notre planète est la voie qui affirme que la construction d'un autre monde est possible. La terre-mère exige de nous, de l'humanité, aujourd'hui, maintenant, une vision de la politique plein d'amours, de rêves, de respects de la vie, de la nature, à la dimension du désastre quotidien de la « société moderne » (militarisme, marchandisation de la vie, crise climatique accélérée par l'exploitation à outrance des ressources naturelles, concurrence entre les êtres humains, manipulation des masses, consumérisme, aliénation de nos enfants ...). Ce combat n'est pas un

vœu pieux, mais l'objet d'actions concrètes. Les peuples du monde attendent de la nation haïtienne le sursaut de dépassement qui ouvrira une nouvelle voie d'émancipation à l'humanité tout entière. Aujourd'hui, notre tâche consiste à :

- Offrir un cadre organisé où les femmes et les hommes pourront lutter en contribuant aux combats contre l'exploitation, l'exclusion, la dépendance et la pauvreté;
- Consolider le rapprochement entre les diverses organisations qui luttent pour l'émancipation ;
- Renforcer et étendre la solidarité internationale des peuples en faisant écouter la voix des sans voix à travers le monde entier;
- Construire une alternative contre-hégémonique nationale, démocratique et populaire qui sera un produit du mouvement social et politique;
- Donner une réponse catégorique à l'occupation étrangère;
- Assumer de manière cohérente et réaliste les tâches historiques du peuple haïtien inscrites dans le mouvement d'éveil de l'humanité qui fait face à la destruction de notre planète.

En somme, promouvoir la transformation sociale par l'appropriation « citoyenne » en vue de construire une nouvelle réalité sociale. Il s'agit, à court terme, de lancer une campagne au sein du peuple en tenant compte de son imaginaire en lien aux réflexions sur le réel des intellectuels organiques. Ressusciter les récits concernant nos héros en harmonie avec les énergies profondément enracinées en nous et tout autour de nous. Encourager les forces créatives de chacun d'entre nous et du peuple. Dans ce cadre, construire un programme de lutte avec toutes personnes désirant s'engager dans cette direction. Renforcer la dynamique de l'autonomie des collectivités territoriales par la création de coordinations régionales en vue de coordonner l'action des communes autonomes. L'action des coordinations régionales prioriserait : la création de cliniques populaires, la création d'écoles axées sur le savoir du peuple et ouvertes sur l'apport des peuples du monde et de la technologie moderne respectueuse de la nature et de l'être humain. Implémenter des coopératives de production. Encourager une justice populaire fondée sur la réparation au lieu du châtiment.

Violence, délinquance et résistance sociale à Montréal-Nord

Mai 2011[1]

À la suite de la mort de Freddy Villanueva en août 2008, des émeutes éclatent. Aussitôt, les médias se déchaînent : « les gangs de rue » domineraient Montréal-Nord qui devient dans l'imagerie populaire une vaste zone de non-droit. Des commentateurs carrément racistes ne se gênent plus pour dire que les Noirs, Latinos, Maghrébins et Asiatiques sont de potentiels criminels qu'il faut « contrôler ». Pour la communauté de Montréal-Nord toutefois, cette représentation criminalisante du mouvement de protestation contre la mort d'un jeune de la communauté est inacceptable. Certes, tous le reconnaissent, le problème des gangs est réel. Mais est-ce qu'il n'y a pas autre chose à Montréal-Nord ? Pourquoi ne veut-on pas parler de brutalité policière, du profilage racial, du racisme, de l'exclusion ?

Deux ans plus tard, où en est-on ? De toute évidence, quelque chose a changé. Des signes nombreux démontrent une effervescence dans la communauté, quelque chose qui commence à ressembler à une action collective structurée et qui « cible des enjeux collectifs reliés aux conditions et à la qualité de vie par la participation démocratique des citoyens et des acteurs sociaux »[2]. L'objectif de cet article est d'expliquer cette dynamique complexe où se confronte les dimensions diverses de la criminalité avec l'essor d'un nouveau mouvement social.

Portrait contrasté

Fondée en 1915, Montréal-Nord a été pendant longtemps une ville peuplée par cette vaste « classe moyenne » issue de la prospérité de l'après-guerre, et composée principalement de Canadiens-français et d'Italiens. Dans les années 1960 cependant, la gestion de la ville devient problématique, marquée par des « affaires » de patronage et de corruption. Une partie de la ville connait un déclin démographique et économique. C'est dans ce contexte qu'affluent à partir des années 1980 de nouvelles vagues d'immigrants, d'origine haïtienne, maghrébine, asiatique et latino-américaine, attirés par les coûts de logement plus bas et l'accessibilité relative. En janvier 2002, nouvelle bifurcation, Montréal-Nord fusionne avec Montréal et devient le 19e arrondissement, disposant de sa propre mairie et de deux districts électoraux. Aujourd'hui et contrairement à une image rependue par les médias, Montréal-Nord n'est pas seulement la ville des pauvres. Son hétérogénéité s'inscrit même dans son paysage urbain. D'un côté, la partie nord, des boulevards Bourassa et Leger jusqu'au bord de la rivière des Prairies, reste le domaine des « classes moyennes aisées » : bungalows et belles maisons abondent, dont certaines sont estimées sur le boulevard Gouin à au moins un million de dollars. Et de l'autre, plus au sud, les classes populaires vivent dans des zones de pauvreté, dont le fameux nord-est, que certains n'hésitent pas à appeler le « Bronx de Montréal »[3] où on observe les fameux gangs de rue et où on retrouve aussi le trafic de la drogue et la prostitution. Cette ghettoïsation d'une partie de l'arrondissement ne concerne pas seulement les conditions de vie des immigrants haïtiens, latinos ou maghrébins, mais aussi des familles québécoises de souche qui y vivent dans des blocs d'appartements.

---

[1] Publié dans les *Nouveaux cahiers du socialisme*, No.5, printemps 2011.

[2] Bourque, Denis. 2008. *Concertation et partenariat. Entre levier et piège du développement des communautés*. Collection Initiatives, PUQ.

[3] Katia Gagnon « La maternelle du Bronx », *La Presse* 8 novembre 2007

Affrontements et exclusion

Toutefois, Montréal-Nord, c'est aussi le terrain de multiples affrontements. Le chassé-croisé entre les jeunes immigrants et les policiers du SPVM entretient un climat de surveillance et de tensions qui ne fait qu'aggraver la situation de détresse de la population. Comme le souligne le rapport *Montréal-Nord en santé,* « si, autrefois, le sentiment d'exclusion était vécu individuellement, il est de plus en plus ressenti collectivement par des groupes de citoyens de Montréal-Nord, en particulier les membres des minorités visibles ou les résidents [*sic*] des secteurs sensibles. Les expressions de frustration, de colère et de révolte qui en découlent prennent ainsi une ampleur qui continue de s'accroître. »[1] Les jeunes immigrants, surtout les jeunes noirs, sont affectés par la discrimination ethnique quand il s'agit, entre autres, d'entrer sur le marché du travail. Dans ce système social où l'avenir des jeunes est étroitement lié à l'obtention d'un diplôme, les jeunes sont généralement orientés vers des créneaux sans débouchés.

Question d'identité

Le parc Henri Bourassa, là où précisément s'est joué le drame Villanueva, occupe une place importante dans ce dispositif de l'affrontement et de l'exclusion. Pour beaucoup de jeunes, le parc est un lieu de socialisation, d'émancipation culturelle et de mobilisation citoyenne. Mais pour d'autres, y compris les policiers, le parc est une « zone de dangers ». Une méconnaissance sévit à propos des gestuelles et des codes engendrés par la culture de la rue, et qui diffèrent des usages socialement acceptées. Quand des jeunes identifiés sous le label « minorité visible » se regroupent soit sous un lampadaire, soit sur les perrons d'un immeuble, soit dans un espace public ouvert, entre autres dans un parc, ils font peur. Leurs éclats de rire, leurs gestuelles, leur humour, leur musique, leurs vêtements actualisent des marqueurs qui sont dans un sens tout à fait naturels puisqu'ils se réfèrent à des valeurs collectives ancrées dans des pratiques culturelles originales. Celles-ci peuvent se traduire par plusieurs « réponses » correspondant à ce qu'on peut considérer comme une réorganisation identitaire. Les jeunes peuvent ainsi se conformer aux objectifs imposés par la société et tenter de les réaliser avec des moyens légitimes. Ils peuvent également innover et parvenir à leurs buts en utilisant des procédés non orthodoxes, par exemple en refusant de travailler et en vendant de la drogue. Ils peuvent se confiner dans le ritualisme, en occultant leurs objectifs et en se concentrant sur les moyens (conserver un emploi par exemple plutôt que de viser le succès au travail). Ils peuvent aussi battre en retraite en laissant tomber buts et moyens. Ils peuvent enfin se révolter.

Sous-culture du dominé

Les jeunes, immigrants ou non, possèdent des aspirations économiques comparables, mais ils n'ont pas tous les mêmes ressources pour atteindre leurs objectifs. À Montréal-nord, les jeunes immigrants ne disposent pas, pour la plupart, de capital social et économique leur permettant de mettre en œuvre les ressources nécessaires pour arriver à une certaine mobilité sociale. Pour y remédier, ils forgent une « sous-culture », une culture du dominé, fortement anticonformiste, en espérant pouvoir réaliser leurs aspirations à une vie meilleure ou à un statut social ressemblant à celui des classes moyennes. Les jeunes garçons des classes défavorisées se caractérisent

[1]http://www.convercite.org/content/Consultations_chantiers_rapport_etape_28_octobre.pdf

par l'autonomie, la débrouillardise, la rudesse, l'excitation. Ils sont plus enclins à adhérer à des valeurs anticonformistes. Généralement, ces comportements ne remettent pas en cause le système capitaliste. Au contraire, ils valorisent l'acquisition de richesses dans n'importe quelle condition et par tous les moyens. Il est clair que dans un groupe, les individus partagent certains traits socioéconomiques et culturels, et c'est ce qui engendre une certaine cohésion entre ces individus. Cependant, à partir de ces traits, nous ne pouvons prédire l'homogénéité comportementale du groupe. Les pratiques culturelles sont étroitement liées aux relations que les individus nouent entre eux, elles sont inscrites dans des interactions individuelles et sociales. Elles sont, en ce sens, des ensembles instables dont les configurations expriment la plasticité et la contingence.

Cohésion et délinquance

La ségrégation territoriale donne une configuration spécifique à cette définition identitaire du « jeune immigrant en colère ». Et de là prend racine le phénomène des gangs. Hétérogène plutôt que cohérent, ce phénomène forme un creuset où coexistent des éléments culturels pluriels. La recherche de cohésion est un facteur qui joue un rôle important dans la formation des gangs. Cette cohésion détermine la qualité des interactions au sein du gang, sa durée dans le temps et sa capacité à concrétiser des objectifs. Les individus membres d'un groupe au sein duquel existe une bonne cohésion sont plus influençables, plus attachés aux buts du groupe, plus actifs, plus disponibles pour le groupe et plus fidèles. Ainsi, il règne dans le groupe une relation positive entre la cohésion et la délinquance. La violence est une option davantage valorisée lorsque le statut et les liens de solidarité sont menacés. Au sein d'un gang, les individus utilisent différentes techniques pour rompre leurs liens avec les normes et valeurs de la société en vue de s'impliquer dans la criminalité. Souvent, ils n'assument pas la responsabilité de leurs actes, nient les dommages causés par leurs crimes, blâment plutôt les symboles d'autorité. En outre, ils s'affirment attachés à des valeurs plus importantes que celles de la société (famille, emploi, clubs, université ou école).

La « construction » du gang

Le comportement criminel est le produit d'un apprentissage effectué dans l'interaction avec les autres et les activités criminelles s'apprennent au sein de groupes sociaux proches. Les individus font l'apprentissage des techniques, des motifs, des pulsions et des attitudes sous-jacents aux activités criminelles. Cependant, il est difficile d'affirmer qu'il y a un comportement déviant en soi. La déviance se manifeste parce qu'on identifie des conduites comme telles : étiqueter une personne comme membre d'un gang de rue fait que cette désignation devient l'identité de cet individu. En intériorisant cette étiquette, cette personne assume qu'elle est membre d'un gang et se comporte en fonction des stéréotypes associées à un membre d'un gang. Les jeunes affiliés à un gang de rue actualisent une forme de culture et de lien social qu'ils revendiquent. Dans le cas de la communauté haïtienne, les jeunes sont ballottés entre la couleur de leur peau, leurs références culturelles et les dysfonctionnements des liens sociaux particulièrement au niveau de la famille. Ils sont en situation de réorganisation de leur propre identité. Situation difficile puisque les supports symboliques sont en quelque sorte tendus entre la société d'accueil et les valeurs héritées de la famille. Cependant, la référence aux valeurs sociales et culturelles de la famille va se transformer sous l'impact des conditions socio-économiques marquées par la pauvreté. Cette catégorie sociale, appelée « les jeunes », est ainsi confrontée à des difficultés de plusieurs ordres : décrochage scolaire, chômage, profilage racial, discrimination, stigmatisation

etc. Dans ces conditions difficiles, le phénomène social des gangs de rue trouve un terroir propice aux activités illégales effectuées en vue de gagner de l'argent (prostitution, trafic de drogues, violence)et de pouvoir éventuellement sortir de la misère.

En fait, l'argent devient un facteur déterminant comme source de pouvoir et de respect. La compétition acharnée détruit la vie communautaire et favorise la voie criminelle. Le lien social ou la relation entre les humains, comme le dit Simmel, reprenant Marx, devient une relation entre les choses[1]. En sommes, ces jeunes considérés comme des exclus sont les fruits de ce que Castel nomme un processus de désaffiliation qui prend sa source dans la déstabilisation et la précarisation d'un grand nombre de travailleurs salariés[2].

Quel mouvement social ?

Revenons sur « l'émeute » qui a marqué la nuit du 10 août 2008. La manifestation ne cible pas seulement la brutalité policière mais aussi ses corollaires : le racisme, l'exclusion, la discrimination etc. Les revendications émanent d'un mouvement social qui se met en branle et qui reflète un certain consensus populaire concernant les problèmes sociaux préexistants à la mort du jeune Villanueva. La manifestation est un indice de la capacité subversive des classes populaires à exprimer un besoin de changement de leur condition de dominés. Depuis, un mouvement social est en train d'apparaître à travers diverses organisations (Montréal-Nord Républik[3], Collectif opposé à la brutalité policière, Coalition contre la répression et les abus policiers, Solidarité Résistance Antifa, Mères et grands-mères pour la vie et la justice). On constate l'émergence d'organisations articulant des revendications autonomes, sans « lien organique » (apparent) avec les secteurs politiques. À divers niveaux, ce mouvement citoyen croise l'action des gangs. Concrètement, les membres de gangs de rue ont en commun avec l'ensemble de la population revendicatrice les mêmes griefs qui, ainsi, recoupent le mouvement social. Le discours des organismes communautaires les touche directement dans le cadre de leur lutte contre la répression des gangs de rue, la pauvreté, le décrochage scolaire, la prostitution etc. Ils sont des acteurs au sein du mouvement social dont ils dynamisent, parfois, un processus de construction alternative. Certes, en tant que groupe, ils n'ont pas un niveau élevé d'articulation, en partie à cause leur situation d'informalité et de clandestinité.

Deux ans après l'émeute de Montréal-Nord, la même situation d'exclusion et de pauvreté se perpétue à Montréal-Nord. Les pratiques policières sont plus sophistiquées, mais répondent aux mêmes impératifs de contrôle des « populations dangereuses ». De l'autre côté, les jeunes subissent plus fréquemment les stigmatisations, le racisme, le profilage racial, la criminalisation de leurs mouvements, ce qui renforce leur appartenance au quartier, à une communauté immigrante et pauvre. Dans tout cela, la population démontre des potentialités de mobilisation collective à travers différentes démarches et actions. Par ailleurs, ce « nouveau » mouvement social embryonnaire qui se développe, lentement mais sûrement, ne pourra seul, d'« en bas », répondre à cette tâche immense d'apporter les outils critiques. Seuls dans ce combat, les

[1] Georges Simmel, *Philosophie de la modernité 2 : esthétique et modernité, conflit et modernité, testament philosophique*, Paris, Payot, 1990.
[2] Manuel Castells, *Dans quel monde vivons-nous? Le travail, la famille et le lien social à l'ère de l'information*, Paris, centre national de l'entrepreneuriat-Conservatoire national des arts et métiers, 2001.
[3] <http://montrealnordrepublik.blogspot.com/>

différents acteurs sont facilement marginalisés. Ne disposant pas suffisamment d'outils d'analyse politique, ils ne peuvent appréhender leur action immédiate dans une perspective de lutte globale en vue de poursuivre des objectifs stratégiques de changements sociaux et politiques. Pour que leur rébellion devienne une lutte politique et que le mouvement social se structure comme protagoniste principal, un vaste travail idéologique et d'unification des luttes immédiates avec celles à plus long terme est nécessaire.